

UNIVERSITE PALACKÝ D'OLOMOUC
Faculté des Lettres
Département des Études romanes
Filière d'administration économique et sociale franco-tchèque

LUKÁŠ BERAN

**La société française
entre contestation et révolution(s) :
vers un nouveau Mai 68 ?**

MÉMOIRE DE LICENCE

Directeur du mémoire :
Mgr. Jitka Uvírová, Ph.D.

Olomouc 2010

Místopřísežně prohlašuji, že jsem svou diplomovou práci vypracoval samostatně pod odborným dohledem vedoucího diplomové práce a uvedl jsem všechny použité podklady a literaturu.

Je déclare que le présent mémoire de Licence est le résultat de mon propre travail et que toutes les sources bibliographiques utilisées sont citées.

Olomouc, le 1er mai 2010

Lukáš Beran

Remerciements

Le présent mémoire résulte de mon intérêt pour l'Histoire et la France. Je tiens donc à remercier mes amis français qui m'ont conseillé et ont participé, de près ou de loin, à sa réalisation.

Merci à Madame Jitka Uvírová pour ses encouragements, son soutien et ses conseils, tant au niveau du contenu que de la rédaction, qui m'ont permis d'aboutir à ce résultat.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1 ORIGINES DE L'ESPRIT REVOLUTIONNAIRE ET CONTESTATAIRE DE LA SOCIETE FRANÇAISE.....	8
1.1 La société française et l'autorité	8
1.1.1 Les Français et leurs rapports à l'autorité.....	8
1.1.2 Les Français vus par les étrangers et eux-mêmes	9
1.2 La France : pays des grèves ?	12
1.2.1 Le droit de grève	13
1.2.2 La grève en chiffres	14
2 MAI 68 : LA SECONDE RÉVOLUTION FRANÇAISE.....	17
2.1 La crise étudiante (du 22 mars au 13 mai 1968).....	18
2.1.1 Tout a commencé à Nanterre... ..	18
2.1.2 ... et tout a continué à la Sorbonne.....	21
2.2 La crise sociale (du 14 mai au 27 mai 1968)	24
2.3 La crise politique (du 28 mai au 30 juin 1968).....	25
2.4 Témoignages	26
2.4.1 Mai 68... vu par un homme soixante-huitard	27
2.4.2 Mai 68... vu par une femme soixante-huitarde	28
2.4.3 Mai 68... vu par les jeunes Français d'aujourd'hui.....	30
3 VERS UN NOUVEAU MAI 68 ?	33
3.1 Les obstacles à la révolte	33
3.1.1 Le contexte économique de crise.....	33
3.1.2 Le service minimum limite les effets de la grève	34
3.2 De nouvelles formes de contestation	34
3.3 Témoignage : interview de Daniel Cohn-Bendit	36
CONCLUSION.....	39
Résumé (tchèque)	42
Résumé (français)	44
Annotations (Anotace)	46
Bibliographie	47
Webographie.....	48
ANNEXES	50
Graphique 1.....	51
Graphique 2.....	52
Graphique 3.....	53
Graphique 4.....	54

INTRODUCTION

La société est une bien vaste notion, difficile donc d'en dessiner clairement les contours. Pourtant, lorsque l'on cherche à définir ce qu'est une société (humaine), l'individu apparaît comme l'élément essentiel : c'est bien la somme des individus qui fait naître une société. En effet, chaque individu apporte son expérience à la construction d'une société pour devenir un peuple qui partage une culture, une langue, des valeurs communes. Comme l'Homme qui la compose grandit, la société n'est jamais figée, elle est en mouvement perpétuel et ne cesse d'évoluer.

L'Histoire marque en effet les différences entre les sociétés humaines, elle permet d'expliquer les causes de leur évolution mais aussi d'en voir les conséquences. L'Histoire de France, marquée entre autre par de grands penseurs libéraux et une société des Droits de l'Homme, véritable aboutissement d'une révolution (Révolution française de 1789), en dit long sur ses évolutions. À travers ses mouvements d'humeur et ses révolutions, la société française s'est forgée son caractère. Arrogant pour certains, plaintif pour d'autres ou encore gentil, le Français porte parmi la panoplie de ses stéréotypes caractéristiques celui d'être un grand râleur, pour tout et pour rien, juste pour le plaisir de râler, et quelques fois pour la bonne cause quand même. Stéréotypes vus de l'étranger, le Français est néanmoins assez franc pour reconnaître qu'il est réellement râleur, toujours prêt à contester l'ordre établi. Après tout, on n'hérite pas d'une image de gréviste professionnel sans raisons !

Le Français a donc le goût pour la contestation, qui d'après la définition du dictionnaire Larousse, s'assimile à un « débat, dispute, querelle, controverse, différend sur une question litigieuse ; action de remettre en cause l'ordre social, politique, économique établi et de critiquer systématiquement les institutions existantes et l'idéologie dominante. »¹ Il a plusieurs fois par le passé utilisé la révolution pour faire entendre sa voix, sa contestation. À l'image de la Révolution de 1789 ou plus récemment de l'épisode de Mai 1968, la société française a été le lieu d'une « agitation, changement brusque et violent dans la structure politique et sociale d'un État, qui se produit quand un groupe se révolte contre les autorités en place et prend le pouvoir. Ce changement brusque peut être d'ordre économique, moral, culturel (...). »¹ ou tout à la fois, comme l'ont montré les événements de 1968. Dans la

¹ dictionnaire Larousse de la langue française : www.larousse.fr

société moderne, cette contestation prend habituellement la forme de grèves (« mot qui provient de la Grève, nom d'une place de Paris, où les ouvriers sans travail se réunissaient pour se faire embaucher (...). La grève correspond à la cessation collective et concertée du travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles dont l'employeur a connaissance. »¹) ou de manifestations (« Rassemblement, défilé de personnes, organisé sur la voie publique, ayant un caractère revendicatif ou symbolique. »¹).

L'actualité économique du pays ne peut le démentir, ni même mon séjour universitaire Erasmus en France (Clermont-Ferrand). Par ces temps de crise économique mondiale, les gros titres des journaux français retracent au quotidien des mouvements grévistes pour cause de futures délocalisations d'entreprises, laissant de côté un grand nombre de salariés destinés au chômage, ou demandant des hausses de salaires. La violence est également présente dans les colonnes écrites de l'actualité puisqu'elle est dans certains cas la cause d'un mouvement de grève (violence des usagers dans les transports en commun, violence verbale et physique des élèves envers leurs professeurs) et dans d'autres cas la violence est l'aboutissement, le dernier recours pour faire entendre son mécontentement (séquestration des patrons par exemple). Outre les salariés, les étudiants ne sont pas en reste et sortent dans la rue, n'hésitent pas à bloquer l'accès aux universités, à chaque réforme qui touche au système de l'éducation nationale. Les manifestations peuvent toucher d'autres sujets, tous liés à des problèmes de société et d'évolution de la société. Combats pour la protection de l'environnement et des animaux, défense des sans-papiers et des mal-logés... tous les sujets peuvent être soutenus ou, au contraire, critiqués et contestés. Mais ce qui est intéressant avec le cas de la France, c'est qu'ils soient POUR ou CONTRE, les Français ont recours, non pas exclusivement mais dans l'immédiat, aux mouvements de contestation que sont la grève et la manifestation. On pourrait dire que les Français ont le réflexe de la grève, le réflexe de la manifestation pour faire entendre leurs voix.

Dans la société actuelle, et bien que les Français soient connus et reconnus dans le monde entier comme des râleurs et des grévistes professionnels, **peut-on dire qu'aujourd'hui un nouveau Mai 68 est encore possible ?**

Jean-Paul SARTRE, écrivain-philosophe français qui a marqué le mouvement de Mai 68 en militant activement et remarquable sur le plan international lorsqu'il condamna, en août 1968, l'intervention soviétique contre le Printemps de Prague en Tchécoslovaquie, y croyait.

Peut-on faire, ou plutôt doit-on faire confiance à sa pensée qui disait (en parlant des événement de Mai 68 : « **L'important, c'est que l'action ait eu lieu, alors que tout le monde la jugeait impensable. Si elle a eu lieu cette fois-ci, elle peut se reproduire...** » ?

Pour tenter d'apporter une réponse claire à cette problématique, nous analyserons tout d'abord les origines de l'esprit révolutionnaire et contestataire de la société française en prenant appui sur les principaux grands mouvements de contestation qui ont défilé dans les rues et marqué les mémoires dans l'Histoire de France, et sur les mouvements de grève qui continuent de remplir son histoire. Puis nous nous attarderons sur l'épisode Mai 68, exemple par excellence d'un mouvement social et culturel de grande envergure, référence absolue même associant mouvements étudiants, mouvements ouvriers et chaos politique... une véritable révolution à la française. Enfin, pour répondre à notre question : « Vers un nouveau Mai 68 ? », nous verrons quels sont les combats d'aujourd'hui et quelles formes prennent ces contestations quarante années plus tard, en évaluant si le contexte socio-économique et politique actuel favorise ou défavorise la mobilisation et la contestation de la société française.

1 ORIGINES DE L'ESPRIT REVOLUTIONNAIRE ET CONTESTATAIRE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Vue de l'étranger ou vue de l'intérieur, la France a connu des épisodes historiques exposant son esprit révolutionnaire et contestataire. La grève, forme de contestation la plus visible de nos jours et qui ne cesse d'être présente aux informations, est toujours d'actualité et est devenue avec le temps l'un des traits caractéristiques des Français, à tort ou à raison... De là à dire que la France est le pays des grèves, il n'y a qu'un pas qu'il nous faudra nuancer tout de même. Pour comprendre ce réflexe français à la grève, qui traduit un mécontentement de la société, il faut s'intéresser à l'une des principales causes qui relève d'un conflit interne et inévitable : l'autorité. Face à celle-ci, la société (ici, française) se rebelle avec « (...) une conviction d'être dans le bon droit au nom d'une morale supérieure, comme la posture du militant qui estime devoir agir. »² Par définition, le rebelle est celui qui refuse de se soumettre à l'autorité : « c'est celui qui, d'abord, dit « Non ». Ce « Non » peut se matérialiser sous plusieurs formes : refus d'obéissance, contestation de ce qui est, révolte contre un ordre (...) et la disposition rebelle de l'individu le conduira à s'agréger à une organisation qui le fera passer de la « révolte intérieure » à la « révolte sociale »². Voyons d'un peu plus près le rebelle qui sommeille en chaque Français.

1.1 La société française et l'autorité

1.1.1 Les Français et leurs rapports à l'autorité

L'autorité est une notion, une réalité nécessaire à laquelle doivent faire face tous les groupes d'individus, peu importe leur taille. De la famille en passant par l'entité de la société, l'autorité est partout, on peut même dire qu'elle a un caractère universel. L'autorité doit être acceptée et est « (...) indispensable pour maintenir la cohésion du groupe, pour imposer aux volontés individuelles le respect d'un intérêt présumé supérieur ; autrement ce serait la dissolution du groupe, la perte de la liberté collective, dès lors assujettie à une domination extérieure. »³ Il convient donc d'associer la notion d'autorité à celle d'une hiérarchie : dans chaque société, il faut alors qu'un petit groupe d'individus seulement détienne l'autorité,

² Xavier CRETTEZ, Isabelle SOMMIER ; *La France Rebelle : tous les mouvements et acteurs de la contestation* ; éditions Michalon, 2006

comme un pouvoir sur les autres membres de la société qui eux doivent se contenter d'obéir. Pour schématiser ce cas, disons que d'un côté se trouve les commandants et de l'autre côté les obéissants, ce qui crée une situation de totale inégalité.

Dans le contexte d'une démocratie, qui prône les valeurs de liberté et d'égalité (deux notions présentes dans la devise de la République française, à savoir « Liberté, Égalité, Fraternité »), il n'est pas du tout étonnant que cette notion d'autorité soit source de conflits. En effet, dans une démocratie, l'autorité repose essentiellement sur le principe de l'expression du plus grand nombre, d'une volonté générale, par le fait qu'elle est exercée par des représentants du peuple. Comme le souligne l'historien et politologue français René RÉMOND dans ses travaux, « L'attitude des Français face à l'autorité, au cours de leur histoire et aujourd'hui encore, reste profondément marquée par le passé et participe d'un double héritage contradictoire : le culte de l'État et une inclination à la contestation. »³ Toujours selon ses mots, « Un autre trait (...) a concouru simultanément à l'originalité du caractère national (français) : un tempérament frondeur, une inclination à contester toute décision prise par l'autorité, une propension à tenir tête au pouvoir central, qui ont suscité au long des siècles une interminable succession de révoltes, de jacqueries, d'insurrections urbaines, de mouvements antifiscaux. (...) Cette revendication d'indépendance s'exerçait aussi bien contre l'autorité religieuse que contre l'autorité politique, contre l'Église comme contre la Couronne : le catholicisme, en France, s'est toujours distingué par une nuance d'anticléricalisme plus prononcée qu'ailleurs, qui était moins opposition à l'Église que refus de se soumettre à l'autorité des clercs en d'autres domaines que la foi ou la morale. »³ Cette citation montre bien que l'on retrouve l'autorité dans tous les domaines et que les Français ont depuis longtemps été reconnus pour leur esprit d'opposition et de révolution, brillamment illustré lors des événements de 1789 ou encore de 1968.

1.1.2 Les Français vus par les étrangers et eux-mêmes

Dans le cadre du travail, les Français sont là encore peu enclin à l'autorité et le démontre le plus souvent par des grèves, comme nous le verrons dans la prochaine partie. Leurs revendications ne sont pas toujours entendues mais ils savent indéniablement se faire entendre et le faire connaître. Comme le titrait le quotidien national *Le Figaro* en 2007,

³ René RÉMOND, *Ville École Intégration* n° 112 - mars 1998 © MENRT, CNDP 1998

« Cocorico ! Les employés français sont les plus râleurs. »⁴ Suite à une étude britannique sur le travail dans 23 pays, en sondant leur opinion sur le niveau des salaires, le rapport entre revenu et coût de la vie ainsi que sur la durée hebdomadaire du travail, les Français finissent premiers de ce classement et remportent donc le prix des travailleurs les plus râleurs.

Les étrangers sont souvent interpellés par ces actions de grèves répétitives et éprouvent beaucoup de mal à comprendre les difficultés des autorités françaises à maintenir l'ordre public. « On remarque que les gouvernements ne font que trébucher d'une crise à l'autre, d'une émeute à Strasbourg à une grève des transports publics ou privés en passant par des manifestations lycéennes », comme le précise Pierre VERLUISE, géopoliticien français et directeur fondateur du site *diploweb.com*, dans son texte *Quelle France dans le monde au XXI^e siècle*⁵ ? Aussi, lors des mouvements sociaux déclenchés sous le gouvernement d'Alain Juppé en 1995, *The Economist* écrivait, le 9 décembre : « Des grévistes par millions, des émeutes dans la rue : les événements des deux dernières semaines en France font ressembler le pays à une République bananière dans laquelle un gouvernement assiégé cherche à imposer les politiques d'austérité du F.M.I. à une population hostile. » John LAUGHLAND, journaliste britannique conservateur et eurosceptique, confirme que « les Américains comme les Britanniques ont l'impression que les gouvernements français se laissent prendre en otage. L'exécutif est aux mains de multiples groupes de pression. »⁵ Ted STANGLER, écrivain américain vivant en France depuis un certain nombre d'années, ajoute avec ironie, lors d'une émission à la radio française (émission « On refait le monde » sur RTL) en octobre 2005 : « (...) Pour moi c'est l'occasion dans la vie d'un Français [en parlant du jour de grève et de manifestation] de réfléchir un petit peu quand même et il paraît que les Français ont besoin de réfléchir sans travailler parce qu'ils sont tellement pris par le travail qu'ils ont pas le temps de penser où va le pays (...). Je constate qu'aucun homme de droite ne peut guider ce pays face à des syndicats qui peuvent mobiliser beaucoup de monde et qui peuvent arrêter le pays. Je pense qu'on s'y prend très mal. Je suis en principe pour une loi parce que la France étant un pays assez rebelle, assez contestataire, a besoin d'une certaine discipline. »⁶

⁴ Journal *Le Figaro*, le 14 octobre 2007 (http://www.lefigaro.fr/actualite/2007/05/14/01001-20070514ARTWWW90487-les_employes_francais_sont_les_plus_raleurs_au_monde.php)

⁵ Pierre VERLUISE, *Quelle France dans le monde au XXI^e siècle ?*, <http://www.diploweb.com/france/24.htm>

⁶ Extrait de l'émission « *On refait le monde* » sur la radio RTL, disponible sur la page <http://www.acrimed.org/article2180.html>

De leur côté, les Français sont plutôt divisés sur le sujet. D'un côté, il y a ceux qui revendiquent l'acquis social du droit de grève et en font usage pour se défendre ; de l'autre côté, il y a les anti-grèves qui pensent au manque à gagner et aux pertes d'ordre économique pour cause de grève. Entre les « pros » et les « antis » grèves, qui constituent les deux extrêmes, on retrouve une part importante de la population française perdue dans le flot de revendications et aussi blasée par ce quotidien qui prend des allures de marathon de la grève parfois. Ces personnes sont par principe plutôt pour le droit de grève et les actions des grévistes, dans l'idée du moins, pourvu que cela ne les affecte pas directement. Dans le cas contraire, elles se sentent punies, comme prises en otage. C'est ainsi que le ressent Géraldine MUHLMANN, toujours dans l'émission « On refait le monde » sur RTL, comme un grand nombre de Français : « (...) L'impression que j'ai quand même c'est que, certes, beaucoup de gens sont mécontents, ne sont pas très loin d'aller dans la rue (...) mais je crois que l'usage routinier du droit de grève en permanence où encore une fois on ne va pas pouvoir circuler ou aller au boulot, où encore une fois les gens sont obligés d'organiser leur journée de travail, faire garder leurs gosses, enfin c'est compliqué pour les gens un jour de grève. Une fois de plus, je crois que les gens sont irrités, ils ont l'impression que ce n'est pas pour eux qu'on fait cette grève. Ça ne veut pas dire que sur le fond, ils soient contre un mouvement social, ça veut dire qu'ils ne se reconnaissent pas dans la manière dont c'est fait.»⁶

Pour certains, encore, le fait de participer à une grève pour les Français, c'est un peu « comme une espèce de (...) rituel, c'est un peu comme la dinde de Noël : quand faut y aller, faut y aller. »⁶ Et ce n'est pas l'actualité de ce début d'année 2010 qui va les contredire. En effet, voici quelques exemples de grèves qui se sont succédées sur la période fin janvier à début mars 2010 en France :

- Le 21 janvier, grève générale des fonctionnaires avec quelques 114 manifestations et rassemblements organisés à travers la France contre la suppression de postes et les réformes de l'État en cours ;
- Le 3 février, la grève des trains était annoncée à la SNCF ;
- Du 16 au 23 février, grève des raffineries françaises du groupe Total, qui menaçaient de paralyser le France entière par manque de carburant ;
- Le 17 février, journée de grève nationale pour le personnel de la petite enfance et des crèches contre un projet de décret ;

- Du 23 au 25 février, perturbation du trafic aérien par le mouvement de grève des agents de la direction générale de l'aviation civile, contre un projet européen de fusion ;
- Du 23 au 25 février toujours, blocus de cinq des six ports en Corse, empêchant les liaisons de la Corse au continent (France métropolitaine) pour dénoncer les atteintes au service public ;
- Du 26 février au 1^{er} mars, grève des pilotes d'avion de la compagnie Air France ;
- Le 27 février, manifestation à Paris pour réclamer la suppression du Ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration ;
- Le 1^{er} mars, une journée de grève des immigrés présents en France, intitulée « 24 heures sans nous », pour montrer à quel point ces hommes et femmes immigrés participent à la bonne marche de la vie économique en France ;
- Le 4 mars, une journée d'action à travers la France pour la défense de l'emploi dans l'industrie ;
- Le 9 mars, une journée « Justice morte » appelait l'ensemble du monde judiciaire à manifester à Paris pour protester contre un projet de réforme de la procédure pénale ;
- Le 11 mars, une journée de grève nationale pour les médecins généralistes du pays revendiquant une revalorisation de leurs honoraires.

La liste est longue... et on ne compte même pas les actions « coup de poing » avec séquestrations des patrons avec les nombreux licenciements et fermetures d'usines ou d'enseignes dues à la crise.

1.2 La France : pays des grèves ?

La France pays des grèves ? En tout cas, elle en a l'image, et la liste non exhaustive présentée ci-dessus, présentant plus d'une douzaine de mouvements grévistes différents sur une période de presque deux mois, ne fait que la renforcer. Les Français aiment protester, s'opposer, refuser, critiquer, revendiquer, se révolter, se défendre, manifester, résister... Le réflexe à la grève fait partie de l'héritage historique de la France, c'est vrai. C'est un droit que les Français ont gagné et aiment se servir. Pourtant, les sondages et enquêtes récentes sur le

sujet nous démontrent que, contrairement aux idées reçues, cette image de « pays gréviste » n'est pas si proche de la réalité et évolue dans les faits.

1.2.1 Le droit de grève

Le statut de la grève en France a bien évolué, passant d'un statut illégal à celui de droit constitutionnel. Depuis la Révolution et la loi Le Chapelier des 14-17 juin 1791, la coalition et la grève étaient interdites et sévèrement réprimées. En effet, cette loi proscrivait toute forme de cessation collective du travail, de délibération ou de négociation collective et d'organisation corporative, le but étant d'instaurer la liberté du travail, d'en faire une marchandise et de garantir la liberté d'entreprise.

La loi votée le 25 mai 1864 a modifié les articles 414-416 du Code pénal concernant la grève. Ce texte a supprimé le délit de coalition, remplacé par le délit d'atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. La répression n'était alors prévue que dans le cas de violence, de menaces ou d'atteintes à la liberté du travail. La grève cesse donc d'être considérée comme un délit et l'on assiste à une banalisation, généralisation de la grève.

À son tour, la loi du 4 octobre 1941, nommée Charte du travail, est votée par le régime de Vichy. Cette loi interdit de nouveau la grève et pose le principe des syndicats uniques et obligatoires.

Après la seconde guerre mondiale, sous l'avènement de la IV^e République, on tend vers la régulation de la situation. En effet, le préambule de la Constitution d'octobre 1946 inscrit certains droits et libertés, dont le droit de grève, comme des droits constitutionnels. Le texte, qui affirme que « tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix », instaure le droit de grève et l'interdiction de la discrimination au travail. Ce droit de grève sera réaffirmé sous la V^e République, et donc jusqu'à aujourd'hui, dans la Constitution de 1958.

Il est important de noter que ce droit de grève, bien qu'il soit considéré comme normal en France et dans la totalité des pays de l'Union européenne, ne l'est pas partout à travers le monde. Et quand bien même ce droit est reconnu, ses conditions d'application et de déroulement sont différentes d'un pays à l'autre. Comme nous l'avons vu, en France, comme

en Italie, en Espagne, en Grèce et au Portugal, le droit de grève est inscrit dans la Constitution alors qu'en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Autriche par exemple, le droit de grève n'est pas réglementé et n'est instauré que par la jurisprudence. Autre exemple parlant, les fonctionnaires allemands, contrairement aux fonctionnaires français, ne peuvent faire grève : ceci est la contrepartie à la sécurité de l'emploi dont ils bénéficient.

1.2.2 La grève en chiffres

Le droit de grève constitue le mode de régulation des conflits du travail en France. Ce moyen de pression dans les conflits sociaux s'est généralisé et même institutionnalisé, tout comme le conflit en général. Comme le souligne Stéphane SIROT, dans son ouvrage consacré aux grèves en France aux XIX^e et XX^e siècles : « Cette chronique de deux siècles est celle d'un passage progressif d'un acte répréhensible à un fait social majeur progressivement intégré à la société industrielle et salariale. »⁷ Son institutionnalisation s'est également accompagnée d'une forte médiatisation.

Justement, beaucoup estiment que ce sont les médias, qui comme dans bon nombre de domaines, tendent à grossir le trait et faire croire aux Français et au monde entier que la France est le pays des grèves et des grévistes. La France préférerait « (...) la révolution aux réformes, la guerre sociale aux compromis. »⁸, confirme Eric LE BOUCHER dans le journal *Le Monde*. Le journal *Le Figaro*, lui, affirme que le « droit de paralyser » est une « tradition nationale »⁹ et « Nul autre pays occidental ne se comporte ainsi », répète encore Denis JEAMBAR dans *L'Express*.¹⁰

Pourtant, comme veut le démontrer François DOUTRIAUX, enseignant en droit privé et consultant juridique indépendant, la France pays gréviste ne serait qu'un mythe. « Premier élément du mythe, la France serait un pays de grévistes. Le nombre de journées individuelles non travaillées pour fait de grève était de 4 millions en 1976, 3,5 millions en 1984, 2,1 millions en 1988, 900 000 en 2000, 1,2 million en 2005. En dehors de pics spécifiques (1982, 1995, 2001), l'ampleur et la fréquence des mouvements sociaux ne cessent de

⁷ Stéphane SIROT, *La Grève en France, une histoire sociale (XIX^e siècle, XX^e siècle)*, éditions Odile Jacob, Paris, 2002.

⁸ Eric LE BOUCHER, *Retraites : le goût français pour l'affrontement*, *Le Monde*, 25-26/05/2003, p. 26

⁹ Stéphane MANDRAUD, *Le droit de paralyser*, *Le Figaro*, 17/02/2004

¹⁰ Denis JEAMBAR, *Exception gauloise*, *L'Express*, 05/06/2003

diminuer alors même que la population active ne cesse d'augmenter. (...) Second élément du mythe, la France recourrait davantage à la grève que ses voisins. Sur la période 1970-1990, la France est onzième sur les dix-huit pays les plus industrialisés en termes de journées non travaillées pour fait de grève. Avec 0,15 journée grevée par salarié et par an, elle est 7,6 fois moins conflictuelle que l'Italie (première), 3,2 fois moins que le Royaume-Uni (septième), 1,6 fois moins que les Etats-Unis (huitième). Sur la période récente (1990-2005), la France demeure onzième sur dix-huit. (...) Troisième élément du mythe, les grèves françaises se caractériseraient par des journées nationales destinées à paralyser l'activité économique. Sur la période 1970-1990, les conflits localisés représentaient 51,2 % des journées non travaillées pour fait de grève, loin devant les 34,9 % de conflits généralisés (propres à une profession) et les 13,9 % de journées nationales d'action. Sur la période plus récente (1990-2005), les conflits localisés représentent 85 % des grèves, pour 14 % de conflits généralisés et seulement 1 % de journées nationales ! La France est treizième sur dix-huit en termes de mobilisation des grévistes. »¹¹

Mais, bien sûr, la statistique est une discipline qu'il faut manier avec précaution car elle peut nous réserver bien des surprises. En effet, il s'avère que François DOUTRIAUX, dans ses travaux, n'a tenu compte dans ses calculs que des chiffres de journées de grève dans le secteur privé. En omettant les journées de grèves de la fonction publique et en prenant pour base de 15 millions de salariés en France (au lieu de 22 millions), ces chiffres et donc ses conclusions doivent être réévaluées. Ainsi, comme le montre le **graphique 1** (Annexes p.51) ci-dessous, alors que la France apparaissait à la 11^e position des pays ayant le plus fort taux de grève à travers le monde pour François DOUTRIAUX, elle arrive en 3^e position en incluant les chiffres de la fonction publique. La France compterait alors 99 journées individuelles non travaillées (JINT) en moyenne pour 1000 salariés au cours de la période 1998-2004 et se classe donc juste derrière le Danemark et l'Espagne.

De plus, le **graphique 2** (Annexes, p.52) nous permet de retracer l'évolution du nombre total de journées individuelles non travaillées en France entre 1984 et 2005 et ainsi de savoir si le nombre de grèves en France tend à diminuer ou, au contraire, augmenter depuis ces vingt dernières années. À sa lecture, on constate qu'en dehors de trois pics très marqués en 1989 (grève générale du ministère des Finances), en 1995 (grève générale contre les

¹¹ François DOUTRIAUX, *Le mythe d'un pays gréviste*, Libération, 14/11/2007, <http://www.liberation.fr/tribune/0101115287-le-mythe-d-un-pays-greviste>

réformes Juppé sur la sécurité sociale) et en 2003 (grève contre la loi Fillon sur les retraites), la tendance concernant le nombre de jours de grèves est plutôt stable. Aussi, on voit que la fonction publique d'État compte pour une très grande part, près de 50 % en moyenne sur l'ensemble de la période.

Les **graphiques 3 et 4** (Annexes, pages 53 et 54) nous montrent un écart important : le recours à la grève est environ sept fois plus important chez les fonctionnaires que chez les salariés du privé au cours de cette période. Enfin, ces deux graphiques nous décrivent l'origine de la relative stabilité du taux de grève en France : il s'avère que le taux de grève dans la fonction publique d'Etat tend à augmenter légèrement, alors que dans le même temps le taux de grève dans le secteur privé diminue, lui, légèrement. « Ainsi, il n'est pas correct de dire qu'on fait de moins en moins grève en France, mais il semble bien qu'on fasse de moins en moins grève dans le secteur privé. »¹²

¹² *Des grèves partout, sauf dans les statistiques ?*, 23/11/2007, <http://www.ecopublic.eu/2007/11/des-grves-partout-sauf-dans-les.html>

2 MAI 68 : LA SECONDE RÉVOLUTION FRANÇAISE

L'épisode « Mai 68 » occupe une place particulière dans l'imaginaire collectif des Français. Rejet du modèle capitaliste et des valeurs politiques de droite, montée en puissance des idées de gauche... un vent de liberté soufflait alors sur la France. Il en était de même au niveau international. Comme nous l'avons étudié en première partie, l'autorité, ou plutôt le rejet de l'autorité, se trouve au cœur des événements, « sous toutes ses formes et dans toutes ses expressions. Contestation du savoir acquis et de ses modes de transmission traditionnels dans l'institution universitaire (...). Puis, par extensions successives, rejet de toute autorité, des juges, de la loi, de toute administration, des gouvernements, des patrons dans l'entreprise, des chefs dans l'armée. »¹³ Le pouvoir et l'autorité sont dénoncés dans tous les domaines : dans les familles où l'autorité des parents est exercée sur les enfants, dans l'enseignement où le pouvoir des enseignants s'exerce sur les élèves et étudiants, etc. Le sentiment spécifique national de cette période résulte, comme nous le verrons, d'une révolte étudiante rejointe par une crise sociale et ses grèves d'ouvriers (on dénombrait plus de 9 millions de grévistes en France) et qui va finalement se transformer en une crise politique. À ce moment, « On rêve de fonder la société de demain sur l'abolition de l'autorité (...). Mai 68 apparaît comme la deuxième révolution individualiste, la première étant celle de 1789. »¹³

Mai 68 apparaît alors comme une véritable révolution culturelle et sociale en bouleversant l'organisation de la société et les mentalités. Cet héritage révolutionnaire est resté dans la mémoire de la France et des Français, et aujourd'hui encore, chaque mouvement social de grande envergure est comparé à Mai 68, qui est devenu la référence absolue. Revenons donc sur le déroulement de ces événements, en passant par la crise étudiante, puis ouvrière pour finir sur la crise politique et les bouleversements occasionnés dans l'organisation de la société. Enfin, nous nous attacherons aux différents témoignages de Français, de générations différentes, qui nous donnent leurs impressions sur cette période historique.

¹³ René REMOND, *Ville École Intégration n° 112* - mars 1998 © MENRT, CNDP 1998

2.1 La crise étudiante (du 22 mars au 13 mai 1968)

2.1.1 Tout a commencé à Nanterre...

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'événement Mai 68 a commencé bien avant le mois de mai 1968. Revenons aux origines de ce mouvement de contestation étudiante.

À l'époque, le régime gaulliste, très puritain, sépare très clairement le monde féminin du monde masculin. L'université de Nanterre en est un bon exemple. En effet, construite à partir de 1964, l'université de Nanterre, aujourd'hui nommée Université Paris-X ou Université Paris Ouest Nanterre La Défense, devait désengorger la Sorbonne, alors surchargée par le nombre d'étudiants. L'inauguration de la faculté des lettres et des sciences humaines en 1964 est suivie de l'inauguration de la faculté de droit en 1966, avant que l'université Paris X-Nanterre soit officiellement créée en 1970 et reconnue comme établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Le 2 novembre 1964 est l'heure de la première rentrée universitaire de l'établissement : on dénombre près de 1450 étudiants, une douzaine de professeurs à la faculté des lettres et plus de quarante assistantes pédagogiques. Le campus universitaire, toujours en construction en mai 68, possédait sa propre cité universitaire. Et comme le voulait la logique gaulliste, les garçons et les filles étaient bien divisés. Les premières contestations à cette situation débutèrent en avril 1967 quand un groupe de jeunes garçons pénétra la partie réservée aux filles dans la cité universitaire. Comme sanction, les 29 coupables devaient être expulsés de la cité universitaire mais sur la demande du doyen, cette procédure fut annulée. En novembre, plusieurs autres étudiants poursuivent les provocations et, contrairement au règlement, eux non plus ne sont pas sanctionnés.

Pour être plus précis, il s'agit du 7 novembre 1967 où un meeting pour manifester contre les conditions de rentrée s'est déroulé. La situation à l'université était catastrophique à cause de son incapacité à gérer la situation et à faire face au nombre important d'étudiants. Le quotidien national *Le Monde* titrait en première page le 11 novembre : « 80 % des étudiants en langues étrangères n'auront pas accès aux laboratoires spécialisés. Les travaux pratiques (TP) de langues seront supprimés pour les non-spécialistes. » À la mi-novembre, les

étudiants de sociologie empêchèrent d'avoir cours en occupant les amphithéâtres. Ils protestaient contre la réduction des effectifs en TP. En décembre 1967, un conseil universitaire est constitué avec pour objectif de résoudre le problème de capacité d'accueil de l'établissement et d'élaborer le budget universitaire pour l'année 1968-69.

En janvier 1968, le ministre de la Jeunesse et des Sports, François Missoffe, venu à Nanterre pour l'inauguration de la piscine universitaire de Nanterre, est conspué par un groupe d'étudiants dont le leader n'est autre que Daniel Cohn-Bendit. Ce dernier interpelle le ministre et conteste la valeur de son « Livre blanc sur la jeunesse ». En effet, le texte n'aborde en aucun point les problèmes liés à la sexualité, thème majeur défendu et revendiqué par la jeunesse. En janvier, ce sont des sociologues anarchistes, amis de Daniel Cohn-Bendit, qui à leur tour manifestent contre un éventuel renvoi de Cohn-Bendit de la France et contre l'usage des listes noires, ici utilisées contre les étudiants dits « perturbateurs ». En février 1968, Daniel Cohn-Bendit est présenté devant une commission spéciale de la préfecture de Police de Paris, mais il n'est finalement pas poursuivi par la justice : le ministre François Missoffe n'avait finalement pas porté plainte (ce qui, il faut bien le dire, a été fortement critiqué par certains professeurs, comme nous le montre Robert Merle dans son livre *Derrière la vitre*).

Finalement, le conseil universitaire se positionne contre les actes violents à l'encontre du doyen de la faculté de lettres, M. Grappin, alors traité de nazi. Il condamne également l'élaboration et l'utilisation de listes noires, tout en assurant qu'il n'y en a jamais eu. Le 8 février fait place à un nouveau rassemblement d'étudiants concernant les conditions de vie à la cité universitaire et le respect des libertés individuelles. Il est à nouveau question de protester contre la séparation des résidences masculines et féminines. Globalement, les étudiants refusent tout règlement intérieur imposé par l'administration. Alors, le soir, les garçons pénétraient à l'intérieur du pavillon des filles. Une proposition pour organiser la vie quotidienne dans les résidences a même été présentée. Le droit de visite aurait dû être valable pour les filles, mais il aurait dû être refusé pour les garçons. En marge de ces mouvements pour la cohabitation des sexes, dès février 1968, plusieurs étudiants de l'université de Nanterre organisent des manifestations contre la guerre du Vietnam. Certains seront même incarcérés à la suite de ces mouvements pacifiques.

En mars 1968, le 22 mars 1968 précisément, commence l'occupation de l'université de Nanterre. Le « Mouvement du 22 mars » est né, et c'est Daniel Cohn-Bendit qui en est le leader. Ce mouvement était composé de groupes très différents. Des groupuscules trotskystes, des marxistes-léninistes, des anarchistes et un noyau de situationnistes se rassemblent. Au tout début, les étudiants s'étaient rassemblés pour protester contre les arrestations d'étudiants lors des rassemblements contre la guerre au Vietnam. Cependant, ils profitent de ce meeting pour occuper les bâtiments administratifs de l'université. Ainsi, ce même jour, les étudiants regroupés (142 au total) vont vers 21h commencer à occuper le dernier étage du bâtiment administratif où se trouvait également la salle de réunion pour les professeurs. Plusieurs raisons étaient à l'origine de ce mouvement improvisé : la massification de l'enseignement (l'université devait compter 12 000 étudiants), sa technocratisation et enfin la libre circulation des filles et des garçons dans les chambres universitaires. Daniel Cohn-Bendit, leader du mouvement, se charge alors de gérer la réunion pour éviter les débordements et la violence. Au sortir de cette réunion, vers deux heures du matin, les participants s'entendent pour organiser une journée de débats politiques le vendredi 29 mars 1968. Le jour de débats est là, les forces de police aussi, prêtes à intervenir. Le meeting se déroule sans problèmes et « le soir un réunion était organisé au foyer F sur la liberté d'expression. »¹⁴

Après cette période de contestation, la faculté rouvre finalement ses portes le 1^{er} avril 1968. Mais les étudiants de sociologie ont décidé de boycotter leurs examens. Le lendemain se tient la première réunion officiellement admise par la direction de la faculté. Ce 2 avril 1968 sera surnommé le « mardi bavard ». Une assemblée générale est organisée et donne la parole sur différents thèmes : les pays de l'Est, la critique de l'université et de l'anti-impérialisme.

Ici se pose une question. Est-ce que tous les étudiants étaient d'accord avec ce mouvement de contestation, avec cet ordre installé par le mouvement du 22 mars ? La réponse, évidemment, est non. Seule une minorité d'étudiants était à l'origine de ce mouvement. Ce « mardi bavard », 2 avril 1968, marque également la première contestation des étudiants qui n'étaient pas d'accord avec la tournure des événements passés avec le premier contre meeting. Les actes empêchant les étudiants de travailler, d'étudier, mais aussi leur violence sont au cœur de ces contre meetings. Bientôt les professeurs protestent

¹⁴ HUE, Joseph et col., *Mai 68, Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, 1988, p.135

également en voulant instaurer une commission disciplinaire à l'encontre des provocations répétées et des étudiants concernés. Chez les étudiants appartenant au mouvement de protestation, des difficultés apparaissent avec notamment des bagarres entre les différents clans, étudiants d'extrême droite et d'extrême gauche. Les étudiants protestants poursuivent leurs actions, perturbent les cours et s'en prennent bientôt aux professeurs, aux étudiants même. Face aux événements, le 3 mai 1968, les cours et les TP de la faculté de Nanterre sont suspendus. La vague de protestation étudiante s'arrête donc à Nanterre pour mieux poursuivre sa route à l'université de la Sorbonne.

2.1.2 ... et tout a continué à la Sorbonne

En effet, le 3 mai 1968 marque le début des contestations à la Sorbonne. Ce jour-là est organisé un meeting rassemblant un grand nombre d'étudiants, à la fois de la Sorbonne mais aussi de Nanterre. Dans la cours de la Sorbonne, ils sont tous là (l'Union Nationale des Étudiants de France, la Fédération des Étudiants Révolutionnaires, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire et le Mouvement d'Action Universitaire) pour protester « contre la fermeture de Nanterre et la comparution de 8 étudiants devant une commission de discipline. »¹⁵ Daniel Cohn-Bendit voulait que l'université de la Sorbonne soit le lieu d'un nouveau Nanterre. Mais la Sorbonne, alors représentée par le recteur Roche, réagit pour ne pas se laisser dépasser par les événements. Le recteur appelle en effet la police pour faire évacuer les cours et l'ensemble des locaux de la Sorbonne. La police arrête alors plus que 500 étudiants dont Daniel Cohn-Bendit. Le reste des étudiants est expulsé de la Sorbonne : ainsi débute le premier « vendredi rouge ».

Le meeting qui a lieu au quartier Latin se change bientôt en un combat. D'un côté, les étudiants, de l'autre côté, la police. L'affrontement explose, les barricades sont détruites, on dénombre plus de 100 blessés des deux côtés. Les autorités décident alors de fermer la Sorbonne. L'UNEF proclame une grève générale des étudiants et des enseignants pour le lundi suivant. Les forces policières restent sur place et occupent massivement les lieux (la Sorbonne et le quartier latin) durant tout le week-end pour éviter tout débordement. Les sept personnes arrêtées lors du « vendredi rouge » sont condamnées par les juges. Le lendemain, la Sorbonne est assiégée par la police et au matin un groupe d'étudiants, au sein duquel se

¹⁵ HUE, Joseph et col., *Mai 68, Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, 1988, p. 289

trouve Daniel Cohn-Bendit, est interpellé devant la Commission disciplinaire de la Sorbonne. Le quartier Latin aussi est envahi par les policiers. Les étudiants occupent alors la rive gauche. Étudiants et policiers se livrent à une bataille sans interruption avec à la fin de la journée un lourd bilan : « 422 arrestations et près d'un millier de blessés. »¹⁶

Les événements sont vite relayés et trouvent un écho dans l'ensemble de l'enseignement secondaire et à travers la France. Des grèves de solidarité apparaissent aussi dans les lycées parisiens et dans les facultés de province. Le même jour, le ministre de l'éducation confirme la fermeture de la Sorbonne. Les réactions en France sont vives et proviennent des milieux universitaires, étudiants, syndicaux et politiques. Les méthodes brutales des forces de l'ordre sont condamnées. Près de 30 000 étudiants organisent une marche dans Paris. Ils marchent de Denfert-Rochereau jusqu'à la place de l'Étoile en reprenant le chant révolutionnaire de l'Internationale.

Après cette marche et de retour sur la rive gauche, les conflits avec la police se poursuivent. Le général de Gaulle déclare officiellement sa position : son avis quant à ce qui se passe dans les rues de la capitale et à travers la France reste inchangé. Il condamne vivement toutes les formes de violence présentes dans les rues au cours des meetings et exige des punitions exemplaires pour tous les perturbateurs. Au lendemain de cette déclaration, le mouvement trouve le soutien du cercle des intellectuels : de Jean-Paul Sartre en passant par François Mauriac ainsi que par de nombreux autres journalistes et écrivains. Et des politiques de gauche bien sûr : François Mitterrand, Pierre Mendès-France. Un nouveau pas est donc franchi : le message atteint alors la conscience de la société civile, l'opinion publique.

Un nouveau meeting est organisé aux Halles. Ses organisateurs et participants demandent tout simplement la réouverture des facultés de Nanterre et de la Sorbonne ainsi que l'amnistie pour les étudiants condamnés. L'esprit contestataire continue de se disperser dans le pays. Il y a notamment des manifestations très violentes en Bretagne et dans la région des Pays de la Loire. La composition des manifestations change et grossit toujours en nombre : désormais les paysans et les ouvriers rejoignent les rangs des manifestants étudiants.

¹⁶ http://www.lemonde.fr/le-monde-2/visuel/2008/05/01/mai-68-jour-apres-jour_1039949_1004868.html,
le 6 avril 2010

Les revendications sont claires : les manifestants veulent la libération et l'amnistie des étudiants condamnés, la réouverture des facultés ainsi que la punition et la condamnation des forces policières. Malgré la multiplication des meetings à travers le pays, le ministre de l'Éducation reste sur ses positions et réaffirme clairement que l'État français n'ouvrira la Sorbonne qu'au retour du calme. De son côté, le recteur de la Sorbonne annonce la reprise des cours pour le vendredi 10 mai ainsi que le report de la commission disciplinaire. Ce vendredi 10 mai sera le deuxième « vendredi rouge », encore nommée la « Nuit des barricades » au quartier latin. Les violences entre policiers et étudiants sont à leur maximum : les rues sont dépavées et servent de projectiles, les véhicules et immeubles incendiés, des fumées lacrymogènes et les matraques sont durement employées afin de disperser la foule.

Malgré la réouverture des facultés, les étudiants ne suivent pas les cours et poursuivent leur mouvement de grève pour exprimer leur solidarité avec l'ensemble des personnes arrêtées ou condamnées les jours précédents. Les lycéens font également grèves et à Paris, on dénombre 52 lycées qui ont rejoint le mouvement. « Les dirigeants de la Confédération Générale du Travail (CGT), de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), de la Fédération de l'Éducation Nationale (FEN), du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESup), de l'Union des Grandes Écoles (UGE) et de l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) dénoncent dans un communiqué commun la répression policière et décident d'organiser des manifestations communes le mardi 14 mai dans toute la France : « pour l'amnistie des manifestants condamnés et libertés syndicales et politiques. »¹⁷

À noter que dans cette phase de crise étudiante, la liberté d'expression a trouvé dans les espoirs et la réalité des événements l'inspiration pour de nombreux slogans¹⁸ qui marquèrent les esprits et sont encore aujourd'hui très parlant, même pour les jeunes générations :

- « Il est interdit d'interdire », qui marque bien l'opposition à toute autorité
- « Prenez vos désirs pour la réalité » ou « Soyez réaliste, demandez l'impossible », qui reflètent cette envie d'utopie de l'époque
- « Sous les pavés, la plage », slogan instauré après la « Nuit des barricades » qui a dévoilé le sable sous les pavés arrachés du vieux Paris

¹⁷ HUE, Joseph et col., *Mai 68, Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, 1988, p. 293

¹⁸ Les Enragés anonymes, *Interdit d'interdire. Les murs de mai 68*, éditions L'Esprit frappeur, 1998

- « Nous sommes tous des juifs allemands », prononcé par Daniel Cohn-Bendit à son retour à la Sorbonne
- « La chienlit, c'est lui », en réponse aux propos du Général De Gaulle quant à la situation de chaos dans le pays.

2.2 La crise sociale (du 14 mai au 27 mai 1968)

Les syndicats ouvriers se sont donc ralliés à la cause étudiante contre l'oppression policière pour défiler dans les rues, à partir du 14 mai 1968, en lançant une grève générale. Les grèves se poursuivent les 15 et 16 mai : toutes les facultés de France sont touchées en totalité et de plus en plus d'usines rejoignent le mouvement. Plus de 9 millions de personnes sont mobilisés. Les transports aériens et ferroviaires sont paralysés dans tout le pays ainsi que le transport en général dans les grandes villes.

Vue la situation préoccupante, le président De Gaulle décide d'écourter son voyage en Roumanie et de rentrer en France. Là, il déclare aux journalistes sa désapprobation quant à la situation et prononce cette phrase entrée dans l'Histoire : « La réforme, oui ; la chienlit, non », dans laquelle la chienlit, qui à l'origine faisait référence au carnaval, désigne alors le désordre, le chaos qui règne en France. Le Président promet des efforts et des réformes ainsi qu'une prise de parole télévisée programmée pour le 24 mai.

Du 21 au 25 mai, la situation économique s'aggrave de jour en jour et les activités de certains secteurs cessent totalement, les uns après les autres : il s'agit de l'industrie textile, des grands magasins, des banques, des agriculteurs... La France doit faire face à la plus grande grève qu'un pays industrialisé ait jamais connu. Le pays est bientôt paralysé en raison d'une pénurie totale d'essence ; les produits alimentaires commencent à manquer et cette cessation d'activité économique entraîne une chute des cours de la bourse. Côté politique, l'ensemble des ministères et des préfectures sont également en grève. La journée du 24 mai est marquée par l'internationalisation des incidents avec de nombreuses occupations d'universités comme à Francfort, au Chili, à Milan ou encore à Bruxelles. Le 25 mai, Pompidou déclare que tous les rassemblements seront « (...) immédiatement dispersés avec la

plus grande énergie »¹⁹ et Daniel Cohn-Bendit est expatrié en Allemagne, ce qui provoque de violentes réactions.

Le 26 mai 1968, le gouvernement Pompidou (premier ministre de Charles De Gaulle) ainsi que les représentants des syndicats ouvriers et du patronat sont en phase de négociation lors des accords de Grenelle. Les négociations aboutissent sur une entente des partis, les revendications des partis des travailleurs sont acceptées avec notamment une hausse sensible des salaires, et le président De Gaulle signe ces accords le 27 mai 1968. La situation devrait s'arranger, et pourtant...

2.3 La crise politique (du 28 mai au 30 juin 1968)

Malgré les accords de Grenelle et leurs avancées pour les travailleurs, et à la surprise des dirigeants politiques, les ouvriers les rejettent. La crise amorcée ne concerne plus seulement les avantages de certains mais met en lumière une véritable remise en question de la société toute entière. Les grèves se poursuivent... La crise est politique : les institutions sont en grève et la situation définitivement incontrôlable. Les partis de gauche profitent de la situation pour se présenter comme une alternative crédible à la politique du général De Gaulle. On pourrait croire à la fin de la V^e République. Pourtant, ni le mouvement de contestation majoritaire ni les partis de gauche dans leur ensemble ne réussiront à proposer une solution crédible, à gagner la confiance de la population, pour sortir de cette crise.

Alors que la gauche est confuse, il est temps pour la droite au pouvoir de contre-attaquer. Le 29 mai 1968, le président De Gaulle part secrètement en Allemagne, à Baden-Baden, à la rencontre du commandant Massu et des forces armées françaises, pour s'assurer du soutien des militaires. Sa disparation de l'Élysée (en effet, même son premier ministre Pompidou n'est pas au courant de son excursion en Allemagne) inquiète et suscite un sentiment de panique au sein de la population française. Le lendemain, soit le 30 mai 1968, De Gaulle est de retour et annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. Il appelle également la population à manifester pour sauver la République. Plus de 500 000 manifestants gaullistes envahissent les Champs Elysées pour montrer leur soutien au président, moins d'une heure après son discours. La violence des événements de mai-juin

¹⁹ <http://liberalisationmai68.free.fr/partie2/index.htm>, consulté le 10 avril 2010

a suscité la peur, la crainte d'une situation proche de l'anarchie et les élections législatives anticipées de juin 1968 se terminent par la victoire des Gaullistes.

2.4 Témoignages

Mai 68 a touché toute la France, chaque individu, et chaque famille a évolué en conséquence des changements apportés par ces événements. Pilule contraceptive, hausse de salaire, rapports homme-femme, changements dans l'éducation, liberté sexuelle... toutes ces évolutions ont transformé en profondeur la société française.

Bien sûr, les sentiments à l'égard de mai 68 n'étaient pas les mêmes suivant les générations et l'âge des personnes. Dans mon travail, j'ai décidé de m'entretenir avec des Français d'âge différent, et j'ai également recueilli des témoignages existants, pour tenter de voir les différentes perceptions et sentiments face à cette période historique qui a marqué l'évolution de la société française.

Je m'intéresserai tout d'abord à Denis DONTOT, alors âgé de 16 ans, et dont la famille a fait l'objet d'un documentaire national sur la période de mai 1968 intitulé *Mai 68 : tu te souviens...* (Auteur-réalisateur : Patrick Jeudy ; Production : France 5 / AMIP ; Durée: 52' ; Année : 2008)²⁰. L'intérêt de ce documentaire, c'est qu'il utilise en masse des images d'amateurs, ce qui change totalement des autres témoignages télévisés de l'époque. En le regardant, on se rend vraiment compte à quel point la France s'ennuyait... On comprend que « Mai 68 est bien plus qu'une série de manifestations étudiantes. L'explosion de colère ne vient pas de nulle part, elle a sa raison d'être. Elle est extrêmement enracinée dans la société française. Et cette société française s'ennuie et veut se réveiller. »²⁰ Avec ces témoignages, les sentiments de l'époque sont palpables et pour ceux qui l'ont vécu, on voit très bien que l'esprit de Mai 68 et les conséquences du mouvement demeurent inoubliables. « Je me souviens d'une atmosphère de fête, raconte un anonyme. Je me souviens beaucoup des affiches... C'était une envie folle d'être en sympathie avec eux... C'était incroyablement sympa, convivial... Toute cette foule, tous ces gens, ça m'a chamboulé.»²⁰

²⁰ Film reportage : *Mai 68 : tu te souviens...*, auteur-réalisateur Patrick Jeudy ; Production : France 5 / AMIP ; Durée : 52' ; Année : 2008 <http://video.google.com/videoplay?docid=-8254711312777007170#>

Puis, j'apporterai un témoignage laissant part au point de vue féminin sur les événements, avec la participation d'Evelyne, Lilloise bourgeoise alors âgée de 20 ans en 1968.

Enfin, je m'intéresserai aux points de vue décalés sur cette période en m'attachant aux commentaires de jeunes Français d'aujourd'hui pour tenter de voir comment un jeune de 20-25 ans perçoit la période de mai 68.

2.4.1 Mai 68... vu par un homme soixante-huitard

Commençons par le témoignage de Monsieur Denis DONTOT, Français avec qui je me suis entretenu à Paris courant mars 2010. Né le 31 juillet 1952, il avait 16 ans lors des événements de 1968.

>> *Qu'est-ce que Mai 68 signifie pour vous ? Cette période revêt-elle un caractère plutôt positif ou négatif à vos yeux et pourquoi ?*

« Positif bien sûr !

Tout d'abord pour une raison égoïste : parce que cela m'évoque ma jeunesse perdue à jamais. Et à vivre, j'avais 16 ans, cela a correspondu à une période d'exaltation et d'enthousiasmes collectifs qui ont façonné ma personnalité.

Et puis avec les grèves, les cours au lycée suspendus, une ambiance très excitante s'est installée pendant un mois surtout à Paris où je vivais et vis toujours. »

>> *Quelle était votre situation à l'époque (statut familial, travail...) ?*

« Fils d'une famille bourgeoise habitant Neuilly sur Seine, c'est tout dire, j'étais lycéen. »

>> *Comment Mai 68 a influencé votre vie personnelle ?*

« C'est mai 68 qui a fait que je suis encore maintenant politiquement de gauche dans un milieu traditionnellement de droite. »

>> *D'après vous, la France d'aujourd'hui serait-elle différente sans les événements de Mai 68 ?*

« Non bien sûr, Mai 68 n'a fait que précipiter l'évolution de la société qui était je pense inéluctable, cela a été un gain de temps. Je pense surtout à la remise en cause des hypocrisies de l'ordre moral de l'époque. »

>> ***Pensez-vous qu'un nouveau Mai 68 est possible dans la société française actuelle ?***

« Non, le contexte est totalement différent. La société sur le plan de la morale a largement évolué dans un sens positif et les combats pour la reconnaissance du droit des femmes et des homosexuels par exemple, qui ont émergé en 68, sont largement derrière nous.

Les combats d'aujourd'hui sont plus conventionnels, ils semblent être des combats de toujours, contre le racisme, la xénophobie, l'obscurantisme religieux ou autre.

Mais Mai 68 c'est aussi la plus grande et longue grève générale qu'ait connue la France et de ce point de vue évidemment cela peut se reproduire ; on l'a bien vu en décembre 1995. »

2.4.2 Mai 68... vu par une femme soixante-huitarde :

Maintenant, voici le témoignage d'Evelyne, 59 ans, aujourd'hui retraitée et professeur de yoga, dont les propos ont été recueillis via un site de témoignages sur les événements de mai 68 intitulé : *Ce que Mai 68 a changé dans leur vie* ²¹. Elle habite près de Lille. En 1968, elle avait 20 ans.

>> ***Qu'est-ce que Mai 68 signifie pour vous ? Cette période revêt-elle un caractère plutôt positif ou négatif à vos yeux et pourquoi ?***

« Liberté sans aucun doute, quelque chose de très positif ! »

>> ***Quelle était votre situation à l'époque (statut familial, travail...) ?***

« J'ai reçu une éducation judéo-chrétienne avec des interdits. Je me souviens, à cette époque, maman avait 40 ans, mon père 43 ans, et même eux ont fait leur révolution. Le dialogue s'est ouvert, mais cela ne s'est pas passé du jour au lendemain. Mes parents étaient engagés syndicalement à la CFDT. Ma mère, elle, était dans l'Action catholique ouvrière. À travers des réunions syndicales et chrétiennes, on est allé en famille servir la soupe sur des piquets de grève dans les usines textiles de la région Nord.

J'ai rencontré des ouvriers, avec une conscience syndicale forte. C'était une découverte pour la jeune femme que j'étais. »

²¹ Témoignage *Ce que Mai 68 a changé dans leur vie*, <http://www.linternaute.com/histoire/magazine/mai-68/leur-vie-a-change/index.shtml>

>> *Comment Mai 68 a influencé votre vie personnelle ?*

« Grâce à Mai 68, je suis sortie du cocon de ma petite famille bourgeoise. J'ai rencontré des personnes issues d'autres milieux socio-professionnels. J'avais un jugement très tranché, un peu péremptoire. J'ai révisé ma façon de voir les choses.

J'étais enseignante dans une école privée. J'ai pris part à la grève : ce qui a été très mal vu. Sur les piquets de grève, j'ai rencontré des parents d'élèves qui étaient patrons. On s'est étonné qu'une institutrice du privé ose s'opposer au patronat. J'étais la seule de l'établissement à faire grève et j'ai quand même eu mon salaire. Les collègues m'ont regardé d'un œil encore plus critique. Cette voie ne correspondait pas à mon caractère, ni mes convictions. C'est pour cela que j'ai rejoint le public à la rentrée 1970.

Dans l'enseignement privé, on avait des tas d'interdits. Si mon fiancé venait me conduire, je ne pouvais pas l'embrasser devant l'école. Et puis je devais aussi faire signer ma carte de messe, tous les dimanches. C'était pour vérifier ma foi. Mais je n'étais pas honnête, je signais à la place du prêtre ! »

Côté vie privée... « Mes enfants appellent Mai 68 « ma guerre ». Ce n'était pas une guerre mais une révolution. J'ai 3 garçons (trentenaires aujourd'hui), mais c'est surtout à leurs épouses que je raconte la libération de la femme et la liberté sexuelle. Très tôt, j'ai ouvert un dialogue avec mes enfants. Mon mari et moi n'étions pas laxistes, mais chaque fois qu'on prenait une décision, qu'on punissait, c'était en expliquant le pourquoi des choses. Sans les culpabiliser, comme c'était le cas dans mon enfance. Après Mai 68, j'ai voulu changer le rapport dominant-dominé que je ressentais quand j'étais petite. On a alors appliqué une permissivité un peu plus ouverte. Par exemple : la gestion de leur argent de poche. Une fois la somme donnée pour le mois, je n'allais pas vérifier, je leur faisais complètement confiance. Dans les lectures également, il n'y avait pas de livre interdit. Si un livre posait problème, ils le lisaient et nous en discussions après. J'ai également changé ma manière d'enseigner. Et puis j'ai laissé plus de place à la créativité. »

2.4.3 Mai 68... vu par les jeunes Français d'aujourd'hui

Je vais m'intéresser à plusieurs propos recueillis lors d'un sondage d'opinion intitulé : *Que pensent les étudiants aujourd'hui de Mai 68 ?*²² et effectué par le site Studyrama juste avant l'anniversaire des quarante ans des événements, soit en 2008. Il apparaît que majoritairement, ce mouvement a marqué plusieurs générations, jusqu'aux plus jeunes, c'est-à-dire la génération des enfants des enfants de soixante-huitards. Les adolescents et les étudiants français connaissent bien les événements, ou plutôt une partie des événements. Leurs connaissances sont plutôt centrées sur la crise, la révolte étudiante ainsi que sur le sentiment général de liberté et de progrès social, mais moins sur les détails de la crise ouvrière et surtout politique. En effet, pour les jeunes, les années 60 ans sont le symbole de la jeunesse. Mai 68 apparaît comme un combat joyeux, comme une période remplie de liberté, d'optimisme et d'espoir... toutes ces notions qui leur manquent aujourd'hui. Voyons d'un peu plus près comment les jeunes Français perçoivent les événements de Mai 68.

Laetitia, 23 ans, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville.

« C'est la révolte de la jeunesse face aux valeurs plus strictes de leurs aînés. En tant qu'étudiante en architecture, je me sens particulièrement concernée car les écoles d'architectures sont nées de la révolution de Mai 68. La condition féminine aussi lui doit beaucoup. Les manières de pensées sont devenues plus libres, religion et valeurs morales ont perdu de leur importance. Mais il y a un aspect négatif : à trop en vouloir, l'encadrement scolaire et familial est aujourd'hui laxiste. »

Christelle, 20 ans, Licence Info Com à Paris VIII.

« C'est une époque que j'aurais aimée connaître et vivre. C'était un véritable moment de révolution, avec les revendications des uns et des autres. Il y a eu des améliorations mais il y a un vrai travail à faire aujourd'hui. Il faudrait un Mai 2008 pour faire bouger les choses, car le système éducatif en France, comparé aux autres pays, est à revoir et à améliorer. »

²² témoignages Studyrama « *Que pensent les étudiants aujourd'hui de Mai 68 ?* », [Http://www.studyrama.com/vie-etudiante/actualites/que-pensent-les-etudiants-d-aujourd-hui-de-mai-68.html?id_article=34144](http://www.studyrama.com/vie-etudiante/actualites/que-pensent-les-etudiants-d-aujourd-hui-de-mai-68.html?id_article=34144)

Marie, 24 ans, Ecole de journalisme Paris.

« Je pense que nous pouvons dire merci à nos parents. Grâce à cette révolution sociale et sexuelle la société a changé, et de véritables acquis sociaux en ont découlé. C'était un évènement nécessaire car les jeunes en avaient marre d'être restreints au niveau de leur éducation et de leurs droits. Grâce à Mai 68, la société est devenue plus libre à tous les niveaux. »

Nicolas, 20 ans, Euromed Ecole de Commerce à Marseille.

« Mai 68 est pour moi synonyme de grandes manifestations populaires, et de mouvements étudiants avec notamment les blocus des universités. C'était un moyen pour les étudiants de protester contre les décisions prises par l'État. Aujourd'hui, la situation dans le pays est plus ou moins similaire. L'avenir nous dira si on obtiendra de vrais résultats. »

Stella, 23 ans, M1 Communication à Paris III.

« C'est un évènement clé de l'histoire étudiante. Pour la première fois, les étudiants n'étaient plus considérés uniquement comme des êtres à penser et à apprendre, mais aussi comme des êtres qui agissent. Ils ont cassé l'image des étudiants de l'époque. J'ai découvert cet univers lors des blocages contre le CPE il y a 2 ans. Mais aujourd'hui le côté solidaire et impliqué de Mai 68 a disparu, on ne dit rien et on accepte. »

Vincent, 25 ans, M2 Documentaire de Création à Angoulême.

« Pour moi, Mai 68, c'est avant tout une mythologie. Aujourd'hui, tout est fait pour que cette période soit la représentation de la rébellion de la jeunesse. Quand on est étudiant, on a envie d'avoir vécu cette époque. Et finalement cela a certainement joué dans une sorte d'apathie des générations suivantes, dont la notre. Même si aujourd'hui la révolte et la lutte pour les idéaux existent encore, elle reste marquée par "l'exemple 68". C'est devenu un modèle unique de révolte, relayé et encensé depuis 40 ans dans les médias. Malheureusement, je pense que Mai 68 a été une libération pour l'époque mais une castration pour les générations d'aujourd'hui... »

À travers ces différents témoignages de générations différentes, qui ont vécu ou non les événements de Mai 68, on ressent la bouffée d'oxygène qu'ils représentent pour eux. Les gens se sentaient plus libres, libérés, tandis que les jeunes d'aujourd'hui en France idéalisent cette époque et ressentent une frustration à ne pas avoir participé à de tels événements de l'Histoire. Cette jeunesse française cherche à vouloir se réaliser autrement, se sentir importante, mais avec toutes les difficultés actuelles liées à la crise, à la précarité, au chômage...

3 VERS UN NOUVEAU MAI 68 ?

Nous avons vu l'ampleur des événements de Mai 68 en France, tout comme l'ampleur de ses conséquences sur la société française et son organisation. Peut-on dire qu'un mouvement équivalent, qu'un nouveau Mai 68 peut se reproduire plus de quarante années après ? Jean-Paul SARTRE avait-il raison en affirmant que « L'important, c'est que l'action ait eu lieu, alors que tout le monde la jugeait impensable. Si elle a eu lieu cette fois-ci, elle peut se reproduire... » ? Après tout, il y a bien assez de raisons d'être en désaccord avec la société actuelle et ses évolutions, surtout en temps de crise économique mondiale. Et le proverbe ne dit-il pas : « Jamais deux sans trois » ? Pour le respecter, la société française devrait être le lieu d'une troisième révolution pour succéder à la Révolution française de 1789 et à Mai 68. Mais nous verrons que dans le même temps, plusieurs obstacles à la mobilisation se sont élevés ces dernières années.

3.1 Les obstacles à la révolte

3.1.1 Le contexte économique de crise

Il est clair que par rapport à 1968, de nombreuses difficultés supplémentaires se sont interposées sur la route du conflit : un chômage qui atteint des records, une précarisation de l'emploi avec le développement des Contrats à Durée Déterminée, de l'Intérim et des missions de travail du jour au lendemain. Ces salariés, qui ont la chance d'être en activité mais qui ne sont pas protégés par le statut de fonctionnaire par exemple, veulent éviter les ennuis et une mauvaise image qui pourrait valoir leur renvoi. La solidarité des grévistes dure un temps mais la réalité économique a souvent raison d'eux. En effet, une grève coûte cher aux entreprises mais elle coûte également aux grévistes qui exercent leur droit de grève et ne sont donc pas payés.

La société de consommation dans laquelle nous vivons est en quelque sorte le plus gros obstacle à la révolte puisque pour vivre (ou survivre) dans ce modèle économique, il faut consommer et donc avoir de l'argent pour le dépenser. Si les gens n'ont pas d'argent, il faut donc en emprunter à la banque et par la suite rembourser. Dans les deux cas, il faut donc une certaine sécurité de l'emploi, dans un contexte de l'emploi fragile, pour assurer le paiement

ou le remboursement. Ainsi, les Français, même si motivés, réfléchissent plus avant de faire grève et font grève sur une durée plus courte.

À noter que cette situation est paradoxale car, comme le souligne l'article du journal *Libération*²³, « elle donne encore plus de raisons aux citoyens, aux travailleurs, de se révolter. »

3.1.2 Le service minimum limite les effets de la grève

Outre le contexte économique de crise qui peut influencer sur la quantité et la durée des mouvements de grève, l'effet général de la grève, pour mobiliser l'opinion publique, est également fortement affaibli en France par l'adoption, depuis le 21 août 2007, de la loi sur le service minimum. En effet, le service minimum désigne l'obligation aux salariés et entreprises, en particulier du service public et plus particulièrement du domaine des transports en commun, d'assurer un service minimum en toute circonstance, notamment en période de grève.

Cette disposition a bien entendu suscité la controverse des Français qui y ont vu une atteinte à leur droit fondamental et constitutionnel de grève. C'est Nicolas Sarkozy, alors en campagne présidentielle, qui l'avait promis : « Je considère que le service minimum est la contrepartie du service public, j'ai du mal à voir un argument qui pourrait justifier qu'on ne le fasse pas. » Toutefois, le Président de la République française était un peu trop sûr du succès de cette loi, notamment lorsqu'il s'exprima, le 5 juillet 2008 au Conseil national de l'UMP consacré à l'Europe : « Désormais, quand il y a une grève en France, plus personne ne s'en aperçoit. » Car dans les faits, le respect du service minimum est difficile à mettre en place, les salariés français lui préférant le droit de grève.

3.2 De nouvelles formes de contestation

Dans le monde du travail actuel, la mondialisation et la précarisation de l'emploi entre autre ont modifié les formes de contestation. Outre les grèves, nous l'avons vu, moyen jusqu'alors privilégié des Français, de nouvelles formes d'actions apparaissent. Il peut s'agir

²³ journal *Libération*, <http://www.liberation.fr/economie/0101115680-la-conflictualite-ne-decline-pas-elle-se-transforme>

du refus des heures supplémentaires, de l'absentéisme, de la démission pour montrer son mal-être et son mécontentement. Ces actions se veulent plus efficaces et radicales par leur organisateurs, qui se définissent eux-mêmes comme des désobéissants civils « conscients des limites liées aux modes traditionnels de mobilisation (pétitions, manifestations...) »²⁴. Alors que la grève, habituelle, trouve ses limites et ne suffit plus, de plus en plus de gens se tourne d'un côté plus radical. Ces nouveaux contestataires sont prêts à désobéir et à braver la loi pour défendre leurs causes, en toute illégalité. Comme nous l'indique le magazine économique *L'Express* dans son article *La face rebelle de la France*²⁵, il y en a qui prennent directement ce qu'on leur refuse. Par exemple, des citoyens manifestants décident d'investir les rayons des supermarchés une fois par mois pour y organiser un pique-nique en guise de protestation contre les marges de prix opérées par la grande distribution. On peut parler de happening qui appelle spontanément à la participation du public présent. Pour cela, il suffit d'un groupe établi, d'un bon fichier de contacts pour alerter le maximum de personnes, soit par téléphone, soit par mail, à participer à la manifestation. Cette méthode se veut efficace mais aussi festive.

Il y en a d'autres qui s'en prennent directement aux patrons. Justement, la première séquestration de patron en France s'est déroulée lors des événements de Mai 68. Mais depuis 2005, la séquestration de patrons a fortement augmenté, voire s'est banalisée, au point de ne pas choqué l'opinion publique. Tout le monde sait que ce n'est pas bien mais comprend le geste comme un geste de dernier espoir, de dernier recours. Bien sûr ce type d'actions reste un fait marginal dans la société française, mais tend à se normaliser.

Aussi, il est important de noter qu'aujourd'hui, dans les mouvements de contestation, les gens ne se rebelle plus uniquement et totalement CONTRE quelque chose, mais aussi et surtout POUR une cause. « La rébellion est alors moins un acte de défiance vis-à-vis du système qu'on souhaiterait confronter à l'utopie révolutionnaire qu'une volonté de pénétrer un pouvoir jugé fermé et sourd aux réclamations. »²⁶ L'exemple de ces dernières années, celui d'une lutte pour le développement durable, la protection de l'environnement et la recherche d'alternatives écologiques, suit cette idée. La société se bat dans un premier temps POUR la préservation de la planète, et dans un second temps CONTRE les acteurs, souvent

²⁴ Manifeste des désobéissants : www.desobeir.net

²⁵ François KOCH, Anne VIDALIE, Olivier SARETTA pour L'Express.fr , *La face rebelle de la France*, publié le 02/04/2009, http://www.lexpress.fr/actualite/societe/la-face-rebelle-de-la-france_750944.html

²⁶ Xavier CRETTEZ, Isabelle SOMMIER ; *La France Rebelle : tous les mouvements et acteurs de la contestation* ; éditions Michalon, 2006

économiques, qui lui nuisent. Le monde économique et politique y était complètement sourd et/ou aveugle et doit désormais en tenir compte grâce aux actions de divers artistes ou militants engagés au départ qui ont démontré l'urgence de la situation, notamment face au réchauffement climatique.

3.3 Témoignage : interview de Daniel Cohn-Bendit

Selon un sondage révélé dans les journaux *Le Figaro* et *L'Humanité*²⁷, le 13 mai 2008 pour les quarante ans de Mai 68, 62 % des Français estimaient qu'un mouvement social de l'ampleur de celui de Mai 68 pourrait se reproduire aujourd'hui en France. Toujours selon ce sondage, les Français seraient 41 % à souhaiter qu'un mouvement social comparable à celui de Mai 68 se reproduise aujourd'hui, puisque 78 % des sondés s'accordent à dire que ce fut une période de progrès social.

Intéressons-nous désormais à l'avis de Daniel Cohn-Bendit, eurodéputé écologiste leader des Verts qui mène sa carrière politique entre l'Allemagne et la France, et qui était à l'époque surnommé « Dany le Rouge ». Il fut l'un des principaux acteurs du mouvement de Mai 68 en France. En tant que figure emblématique du mouvement, quoi de plus normal que de savoir, par interviews superposées, s'il pense lui-même qu'un nouveau Mai 68 est possible.

La réponse à cette question tend vers la négative, comme d'après l'avis de beaucoup de personnes qui espèrent qu'un nouveau Mai 68 soit possible, mais qui savent très bien que la situation et les enjeux sont différents aujourd'hui. En effet, pour l'ancien leader anarchiste de la révolte parisienne, Mai 68 appartient au passé : « Mai 68, c'est terminé, fini, passé »²⁸, confit-il dans un interview du 23 janvier 2008, pour le Magazine européen CaféBabel.com.

Le député européen Daniel Cohn-Bendit s'anime dès qu'il prend la parole et ne croit pas, en dépit des tensions sociales liées à la crise, à un nouveau mai 68 en France.

« En 68, personne n'avait vu venir le coup. Le Monde avait fait un éditio : *La France s'ennuie*. Comme les médias sont terrorisés par ça, dès qu'il se passe quelque chose, c'est 'un

²⁷ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/05/13/01011-20080513FILWWW00274-sondage-un-nouveau-mai-est-possible.php>

²⁸ Interview par Antonia SCHÄFER, du 23 janvier 2008, pour le Magazine européen CaféBabel.com
<http://www.cafebabel.fr/article/23584/daniel-cohn-bendit-mai-68-cest-terme-fini-passe.html>

nouveau mai », explique-t-il. « Même s'il y a des occupations d'usine, il n'y a aucune perspective. On n'est pas dans la situation d'une société qui rêve d'un autre monde en disant : « On arrête tout. »

Daniel Cohn-Bendit dit comprendre une jeunesse qui « a peur de ne pas avoir d'avenir (...) » tout en suggérant qu'il lui manque peut-être le goût de l'aventure. « La différence entre nous et la jeunesse, c'est qu'on était prométhéens, on n'avait peur de rien, on disait : Notre avenir nous appartient. »²⁹

À la question « Comment définir l'idée de révolution aujourd'hui ? La jeunesse est-elle moins engagée politiquement qu'en 1968 ? », il répond : « C'est beaucoup plus difficile qu'il y a 40 ans d'être jeune aujourd'hui. À l'époque, nous ne connaissions pas le chômage. En plus, nous vivions l'époque de la révolution sexuelle, de l'émancipation. Nous ne savions rien des rejets de CO2 et des catastrophes climatiques. Et puis, il y a 40 ans, il était possible de formuler n'importe quelle folie idéologique. Les uns étaient pour la révolution culturelle chinoise, peu importe qu'elle produise tant de morts. Les autres soutenaient le système totalitaire de Cuba. Le monde nous appartenait. Et nous étions à même de le façonner autrement. Aujourd'hui, la jeunesse sait que nombre de choses ne vont pas du tout. C'est pour cela qu'il est faux de dire que les jeunes ne sont pas engagés. Ils le sont différemment. Ils sont plus sensibles, parfois anxieux, mais pas moins engagés. »

Daniel Cohn-Bendit ajoute : « 1968 a été un mouvement européen. Il y a eu des causes différentes mais ça a bougé dans toute l'Europe. Et cette rébellion contre l'autorité a créé dans toute l'Europe une nouvelle forme de société. Aujourd'hui, nous sommes sur la voie d'une identité commune. (...) À l'époque, il n'y a pas vraiment eu de révolution. C'était une révolte. La révolte d'aujourd'hui se déroule autrement. Elle est plus complexe, elle a de multiples visages et on ne peut pas en présenter un seul aspect. Cela la rend plus difficile à percevoir. »

« Nous vivons dans une société différente. 68 a changé le monde et maintenant, nous devons nous occuper de ce qui se passe actuellement et arrêter de regarder en arrière. » Mais alors, si un nouveau Mai 68 n'est à priori plus possible, ayant déjà accompli le grand virage vers les libertés individuelles à l'époque, « Quel serait le but de la révolte actuelle ? »

²⁹ <http://www.boursier.com/vals/ALL/daniel-cohn-bendit-de-mai-68-a-la-societe-des-abeilles-feed-51166.htm>

L'eurodéputé affirme qu' « il y a la révolte contre la mondialisation, dont le but est évident. Les manifestations, organisées lors des sommets du G8 ont montré qu'il s'agit de se battre contre l'injustice. Il y a une révolte contre la destruction de la planète. Mais il y a aussi tout simplement la tentative de se protéger d'une société très orientée sur la performance, qui, en général, n'offre comme possibilité que de sombrer dans le travail ou d'être chômeur. Même chez ceux qui ont un niveau de vie élevé, la pression du monde du travail est si forte que certains ont du mal à la supporter. Beaucoup de jeunes fuient simplement la performance. Et on leur reproche toujours. Cela ne peut pas être articulé politiquement mais ça a quand même des conséquences politiques et sociales. »

Dans cette interview, Daniel Cohn-Bendit remet très bien les choses dans leur contexte car il paraît illusoire de penser à un nouveau Mai 68 aujourd'hui. Les événements de Mai 68 appartiennent à une époque révolue et dépendaient du contexte de l'époque, c'est du passé maintenant et il faut arrêter de voir un Mai 68 derrière chaque nouveau mouvement de contestation. Même si globalement les Français semblent plus passifs et sûrement un peu dépassés, perdus au milieu de cette nouvelle ère de technologies et de consommation, il précise bien qu'il serait faux de penser que la jeunesse actuelle française s'engage moins. Elle est tout autant engagée mais d'une manière différente. Comme nous l'avons vu précédemment, outre les grèves la nouvelle génération a trouvé de nouvelles formes pour exprimer sa contestation, comme les « *happenings* ». Côté engagement, le bénévolat dans des associations humanitaires ou caritatives (campagne pour le Sidaction, Les Restos du cœur, le Téléthon...) est un moyen que la jeunesse a trouvé pour se réaliser et se sentir exister. Les jeunes s'investissent aussi dans les associations et syndicats d'étudiants, qui, en France, suivent de très près l'activité des partis politiques. Ceci montre que la jeune génération souhaite s'engager politiquement et participer, agir pour demain.

CONCLUSION

Comme nous l'avons vu, la France et les Français se sont construits au fil de leur histoire un esprit rebelle et contestataire. C'est l'autorité qui a été et est toujours la source de conflits sociaux et sociétaux. Bien que nécessaire à la bonne marche de la société qui a besoin de limites, l'autorité est en quelque sorte contraire aux principes français de liberté et d'égalité. Puisque que dans une démocratie la liberté d'expression est une base fondamentale, les Français ont choisi d'utiliser le mode de la grève pour faire entendre leurs voix et leur mécontentement. La grève qui est devenu un droit inscrit à la Constitution française et s'est peu à peu institutionnalisée jusqu'à devenir incontournable, un réflexe même. À tel point que les Français sont perçus comme des grévistes professionnels par les étrangers qui soit ne comprennent pas ce comportement, soit sont amusés par ces démonstrations de force.

D'après les études utilisées pour illustrer le sujet, il est vrai que les Français sont reconnus pour être les plus râleurs au monde, mais ils ne sont pas pour autant les plus grévistes. Certes ils se placent sur le podium des pays les plus grévistes, mais sur les trente dernières années, le taux de grève reste stable. La conflictualité ne diminue pas en France, elle se transforme. En effet, côté grèves, leur nombre a légèrement augmenté, malgré la loi sur le service minimum censé limiter l'impact des grèves sur les usagers, dans le secteur public, qui bénéficie de la sécurité de l'emploi, tandis qu'il continue de diminuer dans le secteur privé. Le contexte de crise économique et de précarisation de l'emploi y est pour beaucoup. Les grèves sont moins massives et sont plus courtes sur la durée. De nouvelles formes de contestation ont alors émergées, notamment sous forme de happening ou d'actions coup de poing, avec une violence plus présente et une volonté de désobéir aux règles.

De mon point de vue, étant d'une culture différente puisque je suis Tchèque, je ne comprends pas trop cet esprit contestataire et cette « culture de la grève » chez les Français. Nous, les Tchèques, nous n'avons pas été habitués à faire la grève, bien au contraire. Pour une raison majeure liée à notre passé, notre histoire si proche : les 41 années sous le régime communiste où les grèves étaient alors officiellement interdites. Personnellement, je ne suis pas du tout contre les grèves puisque je trouve qu'elle est un point important de la démocratie et des droits de l'Homme comme liberté d'expression. Mais je pense que la forme du modèle de grève en France et son utilisation sont un peu trop exagérées, voire abusives certaines fois.

Pour moi, les Français font en majorité la grève juste contre le changement, sans chercher à comprendre s'il est nécessaire ou non, en pensant toujours au négatif. Si une réforme des universités est prévue, les étudiants font automatiquement la grève. Selon moi, les Français dépendent trop de l'État et comptent trop sur lui pour tout régler. Ils ne sont pas assez libéraux et responsables et sont incapables de s'autogérer. À titre d'exemple, si le monde agricole français est habitué à compter 10 000 producteurs du blé dans son activité, il faudra donc qu'il y ait 10 000 producteurs de blé pour toujours, même si l'on n'a plus besoin d'eux. Alors les Français comptent sur l'État pour qu'il aide et paye les producteurs inutiles. Dans le cas où l'État ne souhaite pas intervenir, alors les agriculteurs sortent leurs tracteurs en ville, bloquent la circulation, font du bruit et déversent leurs productions (lait, légumes...) et même les excréments des animaux d'élevage devant les bâtiments publics comme les préfectures. Dans ces conditions là, je trouve cela excessif. Personnellement, je n'ai pas envie de faire grève car au final, personne ne peut dire si les effets sont bons ou mauvais. Je ne sais pas si les dommages économiques sont plus importants avec les grèves (qui ont du succès en nombre de grévistes mais dont les revendications sont entendues) ou sans les grèves (quand les réformes sont lancées et appliquées).

Selon Jean-Marc LECH, coprésident d'Ipsos (Institut de sondage français), « La crise a tout bonnement amené les Français à constater qu'ils n'ont plus de respect pour l'autorité : qu'elle soit politique, entrepreneuriale, médiatique ou publicitaire. Car une autorité qui n'obtient pas de résultats est une autorité qui perd sa légitimité. (...) La manière avec laquelle les Français gèrent cette crise, en s'y adaptant tant que bien que mal, grâce à la mise en place d'un système proche de la débrouille, les éloigne d'une perspective révolutionnaire. »³⁰

Même si dans les faits, une part importante des Français souhaite un nouveau Mai 68, référence absolue pour tous les mouvements sociaux, seconde révolution française par son ampleur, pour l'ensemble des effets positifs sur l'évolution de la société française, et pense qu'il est à nouveau possible, tous les ingrédients ne semblent pas être réunis aujourd'hui dans la France actuelle. En effet, Mai 68 a été une vague de liberté et de rejet de toute forme d'autorité dans la société française, qui s'est caractérisée par une crise étudiante, véritable moteur du mouvement, puis accompagnée par une crise sociale et ouvrière pour finalement déboucher sur une crise politique.

³⁰ http://www.lexpress.fr/actualite/politique/les-francais-ne-respectent-plus-l-autorite_767371.html

Alors que les facultés de Nanterre et de la Sorbonne sont occupées par les étudiants, dont un grand nombre est issu de mouvements d'extrême-gauche, les répressions policières sont fortes et entraînent des affrontements très violents. La grève est bientôt générale quand, dans un élan de solidarité, les travailleurs rejoignent les rangs étudiants dans les manifestations. La vague contestataire de mai 68 est présente à l'international mais les événements prennent des proportions spectaculaires en France, jusqu'à paralyser économiquement le pays. Cette crise traduit avant tout le mal-être de la jeunesse qui ne se reconnaît pas dans les valeurs de la société de consommation et le rejet des conditions de travail imposées aux ouvriers. La crise devient politique quand la gauche profite de l'occasion pour réclamer la démission du général De Gaulle mais, inquiets du désordre qui règne dans le pays, les Français soutiennent majoritairement le président et son parti. Ils le prouvent notamment lors des élections législatives de juin qui sont un véritable succès pour la droite, et donc un immense échec pour la gauche. Au sortir de la crise, au-delà des avancées culturelles et de la remise en cause des mœurs de la société française, Mai 68 marque surtout un changement radical des relations entre les citoyens et l'État.

Si dans la société actuelle française, un nouveau Mai 68 ne semble pas se dessiner dans un futur proche, cela ne signifie pas pour autant que Jean-Paul SARTRE avait tort en affirmant que « Si l'action a eu lieu une fois, elle peut se reproduire... », c'est juste que toutes les conditions ne sont pas réunies. Car dans tous les cas, les Français n'ont pas perdu leur âme de révolutionnaires et de contestataires. Après tout, le mouvement de Mai 68 était insoupçonné et impensable pour les observateurs de l'époque.

Résumé (tchèque)

V mé bakalářské práci se zabývám důvody a příčinami revolučního ducha francouzské společnosti, kterého jsem sám na vlastní kůži poznal při mých pobytech ve Francii. Kromě pobytů mi další úhel pohledu poskytují média. Bohužel ta Francouzům dávají nálepkou arogantních a hrdých lidí. Francouzi mají pověst nespokojenců a profesionálních stávkujících, ta je však na rozdíl od „mediální nálepky“ založená nejen na současných aktivitách francouzského obyvatelstva, ale i na historických událostech Francie.

Má práce se zabývá právě tímto významným fenoménem – symbolem Francie. Ojedinelý jev se snažím přiblížit na událostech května 1968, které byly – po Velké francouzské revoluci z roku 1789 – druhým nevýznamnějším revolučním projevem.

Studující z jedné strany příčiny tohoto typického francouzského rysu, z druhé strany smysl a poselství tohoto revolučního ducha, zaměřujíc se na události května 1968, si dovoluji použít myšlenku francouzského spisovatele a filozofa Jeana-Paula Sartra, který k událostem května 1968 řekl: „*Důležité je, že přesto, že si nikdo nedovedl podobné události představit, staly se. Jestliže se staly tenkrát, můžou se opakovat kdykoliv...*“. Jinak řečeno, je možné, aby se události podobné těm z května 1968 opakovaly i v dnešní době? Za stávajících sociálních, politických, ekonomických a kulturních podmínek?

V první části zaměřené na původ revolučního ducha upozorňuji na tento významný fenomén ve francouzské společnosti. Tím je konflikt mezi jednotlivcem na jedné straně a autoritou (státem) na straně druhé. Tato část nám rovněž ukazuje, zda-li je Francie oprávněnou nositelkou názvu: Země stávek. Tak je nazývána mnohými cizinci i Francouzi samotnými.

Druhá část se vrací k událostem května 1968, jedné z nejvýznamnějších revolucí francouzské historie. Od příčin přes šíři všech událostí (od studentské krize po generální stávkou) k následkům a krizi politické. Pro pochopení doby, jak ji vnímali lidé tehdy, jak ji vnímají teď, jak je ona revoluce chápána studenty dnešní doby, je v této části představeno interview s pamětníkem a názory studentů.

Třetí závěrečná část odpovídá na otázku: „Je v dnešní době možný nový květen 1968?“ Snažil jsem se ukázat na jevech v současné francouzské společnosti, zda-li se může vytvořit nová revoluční myšlenka, která by uchvátila davy. Ukazuji na aktuální překážky pro vypuknutí nové revoluce. Poslední slova třetí části bakalářské práce patří Danieli Cohn-Benditovi, který zastává v současné době funkci poslance Evropského parlamentu a jehož postava byla klíčová při květnových událostech, jelikož zastával pozici lídra studentského hnutí, které odstartovalo pohyb tehdejších událostí.

V mé práci jsem došel k závěru, že v současné Francii není obdobná revoluce možná. Francouzi neztratili nic ze své revoluční povahy, ani chuť k střetu s autoritami, ale současná společnost má jiné problémy a tužby než tehdy a je mnoho překážek pro masivní demonstrace v současné socioekonomické situaci. Toto však neznamená, že Jean-Paul Sartre neměl pravdu, jen dnes nejsou splněny všechny podmínky pro vznik obdobné celospolečenské revoluce.

Résumé (français)

Dans mon mémoire intitulé « *La société française entre contestation et révolution(s) : vers un nouveau Mai 68 ?* », je m'interroge sur les raisons et sur les origines de l'esprit contestataire et révolutionnaire des Français, que j'ai pu observé lors de mes séjours en France et via les médias. Car il est vrai que vu de l'étranger, en plus de paraître arrogant et fier de leur personne (ce qui bien sûr est une vision stéréotypée, il convient au quotidien de s'intéresser aux gens pour ce qu'ils sont et non pour l'image qu'ils ont), les Français ont l'image de râleurs et de grévistes professionnels. Aussi, mon travail s'est articulé autour d'un exemple majeur de ces mouvements de contestation « à la française » : il s'agit des événements de Mai 68, seconde révolution majeure pour la France, après la révolution de 1789 bien sûr. Ainsi, en étudiant d'un côté les origines, les causes de ce caractère révolutionnaire chez les Français, puis l'expression de cet esprit de contestation à travers les mouvements de grève en général et les événements de Mai 68 en particulier, je tente de démontrer si Jean-Paul SARTRE, écrivain-philosophe français, avait raison ou tort en affirmant, à propos de Mai 68, que : « L'important, c'est que l'action ait eu lieu, alors que tout le monde la jugeait impensable. Si elle a eu lieu cette fois-ci, elle peut se reproduire... ». Autrement dit, est-ce qu'un mouvement similaire à l'épisode de Mai 68 est encore possible, aujourd'hui, compte tenu des conditions sociopolitiques, économiques et culturelles de notre époque ?

Dans une première partie, consacrée aux origines de l'esprit révolutionnaire et contestataire des Français, je mets en avant le rapport conflictuel dans la société entre l'individu (français) et l'autorité. Cette partie est également l'occasion de découvrir si oui ou non la France mérite bien son titre de « pays des grèves », comme le disent les étrangers en parlant de la France mais les Français eux-mêmes également, au travers de comparaisons à l'échelle européenne.

La deuxième partie, elle, revient sur les événements de l'épisode Mai 68, une des plus influentes révolutions dans l'Histoire de la France, de part ses conséquences et son ampleur, en retraçant l'évolution de cette crise qui fut d'abord étudiante, avant de devenir sociale (donnant lieu à une grève générale dans tous les secteurs, une forte mobilisation de la population et une presque totale paralysie économique de la France) pour finalement se

changer en crise politique. Pour bien comprendre comment, à l'époque, les gens ont vécu cette période révolutionnaire et ses améliorations, et comment aujourd'hui encore ils la perçoivent, la partie se termine par des témoignages d'hommes et de femmes, de générations différentes, qui racontent leur Mai 68, comment ils l'ont vécu ou, pour les plus jeunes, comment ils l'imaginent.

Enfin, la troisième et dernière partie tente de répondre à la question : « *est-ce qu'un nouveau Mai 68 est possible de nos jours ?* » en exposant les éléments qui peuvent favoriser la création d'un sentiment de révolte et conduire à une mobilisation massive de la population pour le changement, mais surtout en exposant les obstacles actuels à la création d'un mouvement de révolte de grande ampleur (crise économique, nouvelle législation, nouvelles formes de contestation...). Pour finir, je m'intéresse à l'avis de Daniel Cohn-Bendit, eurodéputé écologiste qui mène une carrière politique entre l'Allemagne et la France, véritable figure emblématique du mouvement de Mai 68 puisque leader du mouvement étudiant qui a déclenché tous les événements, sur la possibilité d'un nouveau Mai 68.

En conclusion, mon étude me pousse à penser qu'un nouveau Mai 68 n'est pas possible actuellement en France. Les Français n'ont pas perdu leur caractère révolutionnaire, ni leur goût pour démontrer leur conflictualité face à l'autorité, mais il y a beaucoup plus d'obstacles pour manifester massivement de son mécontentement dans le contexte socioéconomique actuel, plus difficile qu'à l'époque. Mais cela ne veut pas dire que Jean-Paul SARTRE avait tort, simplement toutes les conditions ne sont pas réunies.

Annotations (Anotace)

Jméno a příjmení autora: Lukáš Beran

Název katedry a fakulty: Katedra romanistiky, filozofická fakulta

Název diplomové práce: La société française entre contestation et révolution(s) : vers un nouveau Mai 68?

Vedoucí diplomové práce: Mgr. Jitka Uvírová, Ph.D.

Počet znaků: 80451

Počet příloh: 4

Počet titulů použité literatury: 12

Klíčová slova: spor (contestation), moc (autorité), francouzská společnost (société française), Květen 68 (Mai 68), stávka (grève)

Stručná charakteristika bakalářské práce:

Cílem mé bakalářské práce s názvem „Francouzská společnost mezi odporem a revolucí: k novému květnu 68?“ je vysvětlit původ revolučního ducha francouzského obyvatelstva. Jednou z příčin je vztah Francouzů k autoritám. Události května 1968, výsledek studentské, sociální a politické krize, jsou toho důkazem. Práce si dále klade za cíl ukázat, zda je možné, aby se podobný – nový – revoluční proud vytvořil v současné francouzské společnosti, za současných podmínek.

Bibliographie

- Xavier CRETTEZ, Isabelle SOMMIER ; *La France Rebelle : tous les mouvements et acteurs de la contestation* ; éditions Michalon, 2006
- René RÉMOND, *Ville École Intégration n° 112* - mars 1998 □ © MENRT, CNDP 1998
- Stéphane SIROT, *La Grève en France, une histoire sociale (XIXe siècle, XXe siècle)*, éditions Odile Jacob, Paris, 2002
- Jean NICOLAS, *La rébellion française, mouvements populaires et conscience sociale 1661-1789*, éditions du Seuil, janvier 2002
- Daniel PICOULY, *68, mon amour*, éditions Grasset, 05/03/2008
- Robert MERLE, *Derrière la vitre*, éditions Gallimard, janvier 2001 (original : 1970)
- HUE, Joseph et col., *Mai 68, Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, 1988
- Les Enragés anonymes, *Interdit d'interdire. Les murs de mai 68*, éditions L'Esprit frappeur, 1998
- Eric LE BOUCHER, *Retraites : le goût français pour l'affrontement*, *Le Monde*, 25-26/05/2003, p. 26
- Stéphane MANDRAUD, *Le droit de paralyser*, *Le Figaro*, 17/02/2004
- Denis JEAMBAR, *Exception gauloise*, *L'Express*, 05/06/2003
- dictionnaire Larousse de la langue française

Webographie

- Journal Le Figaro, le 14 octobre 2007 (http://www.lefigaro.fr/actualite/2007/05/14/01001-20070514ARTWWW90487-les_employes_francais_sont_les_plus_raleurs_au_monde.php)

- Pierre VERLUISE, Quelle France dans le monde au XXI^e siècle ?,
<http://www.diploweb.com/france/24.htm>

- Extrait de l'émission « On refait le monde » sur la radio RTL, disponible sur la page
<http://www.acrimed.org/article2180.html>

- François DOUTRIAUX, Le mythe d'un pays gréviste, pour le journal Libération,
14/11/2007, <http://www.liberation.fr/tribune/0101115287-le-mythe-d-un-pays-greviste>

- Des grèves partout, sauf dans les statistiques ?, 23/11/2007,
<http://www.ecopublix.eu/2007/11/des-grves-partout-sauf-dans-les.html>

- journal Libération, <http://www.liberation.fr/economie/0101115680-la-conflictualite-ne-decline-pas-elle-se-transforme>

- Manifeste des désobéissants : www.desobeir.net

- François KOCH, Anne VIDALIE, Olivier SARETTA pour L'Express.fr , « La face rebelle de la France », publié le 02/04/2009, http://www.lexpress.fr/actualite/societe/la-face-rebelle-de-la-france_750944.html

- Jean-Marc LECH, http://www.lexpress.fr/actualite/politique/les-francais-ne-respectent-plus-l-autorite_767371.html

- <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/05/13/01011-20080513FILWWW00274-sondage-un-nouveau-mai-est-possible.php>

- <http://www.cafebabel.fr/article/23584/daniel-cohn-bendit-mai-68-cest-termine-fini-passe.html>

- <http://www.boursier.com/vals/ALL/daniel-cohn-bendit-de-mai-68-a-la-societe-des-abeilles-feed-51166.htm>

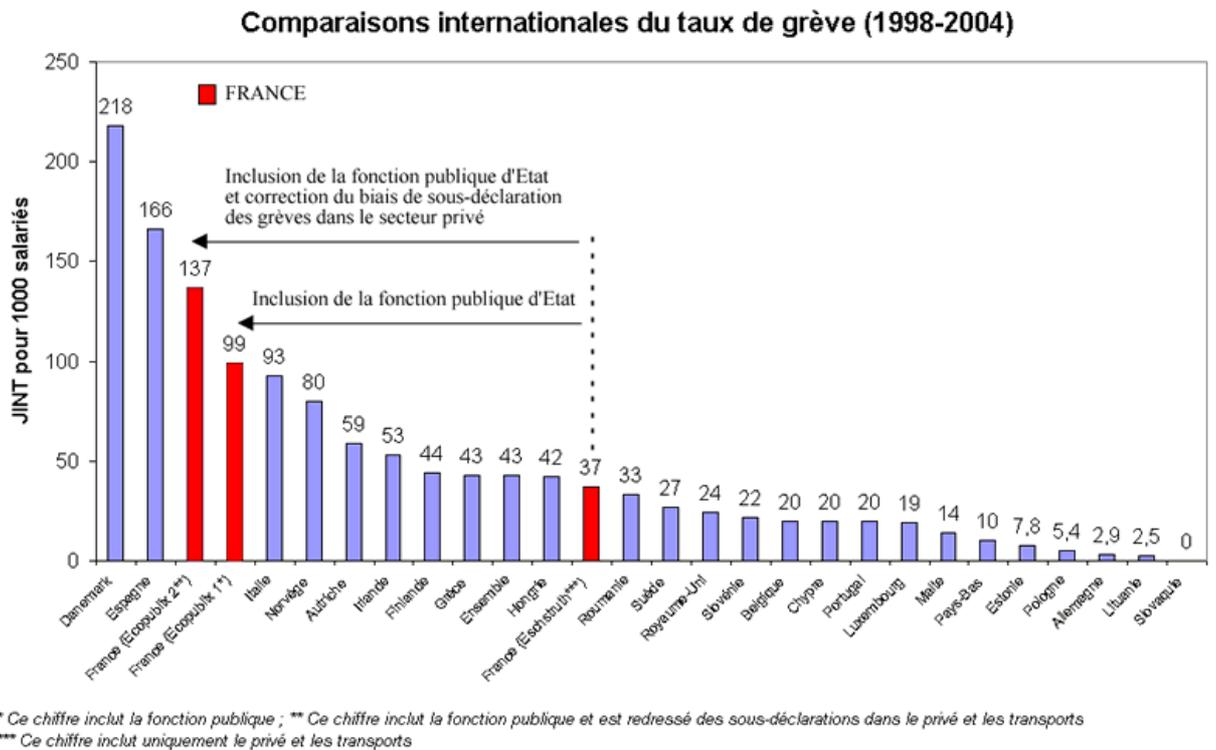
- témoignages Studyrama « Que pensent les étudiants aujourd'hui de Mai 68 ? »,
http://www.studyrama.com/vie-etudiante/actualites/que-pensent-les-etudiants-d-aujourd-hui-de-mai-68.html?id_article=34144

- http://www.lemonde.fr/le-monde-2/visuel/2008/05/01/mai-68-jour-apres-jour_1039949_1004868.html, le 6 avril 2010

ANNEXES

Graphique 1

>> Ce graphique se rapporte aux propos de la page 15 du mémoire.

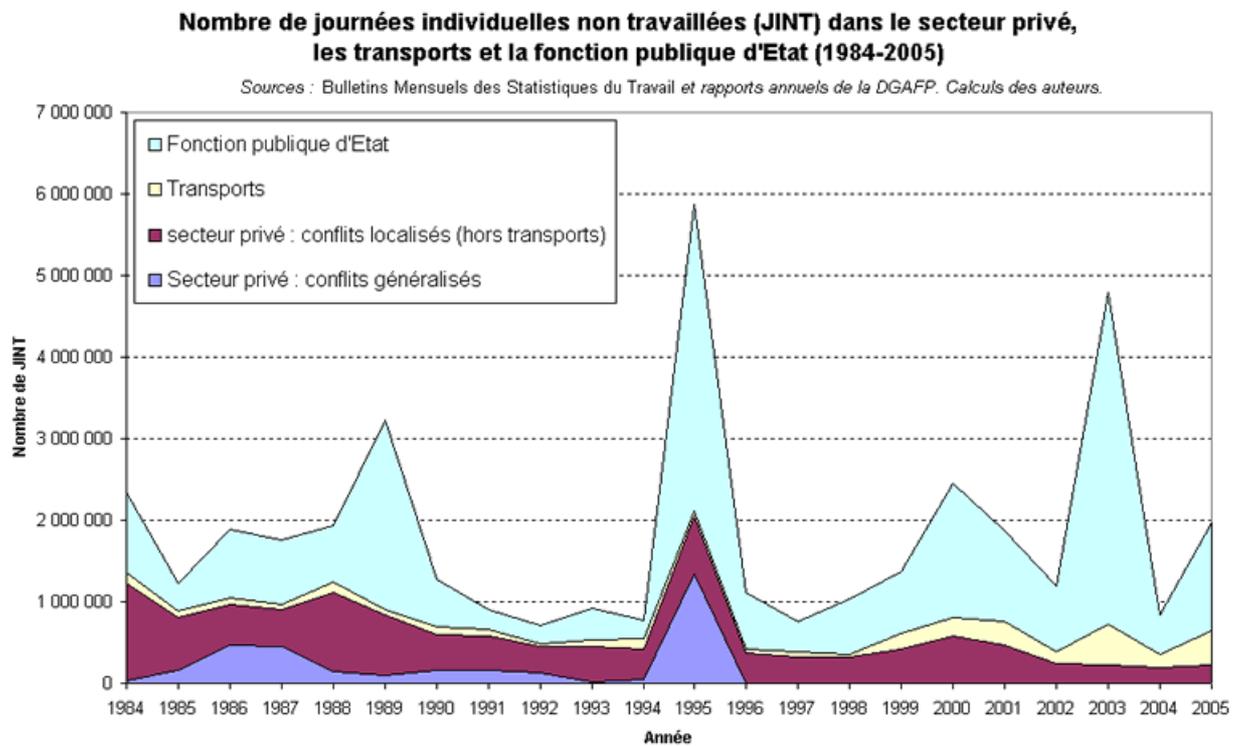


Source :

Des grèves partout, sauf dans les statistiques ?, 23/11/2007, <http://www.ecopublix.eu/2007/11/des-grves-partout-sauf-dans-les.html>

Graphique 2

>> Ce graphique se rapporte aux propos de la page 15 du mémoire.

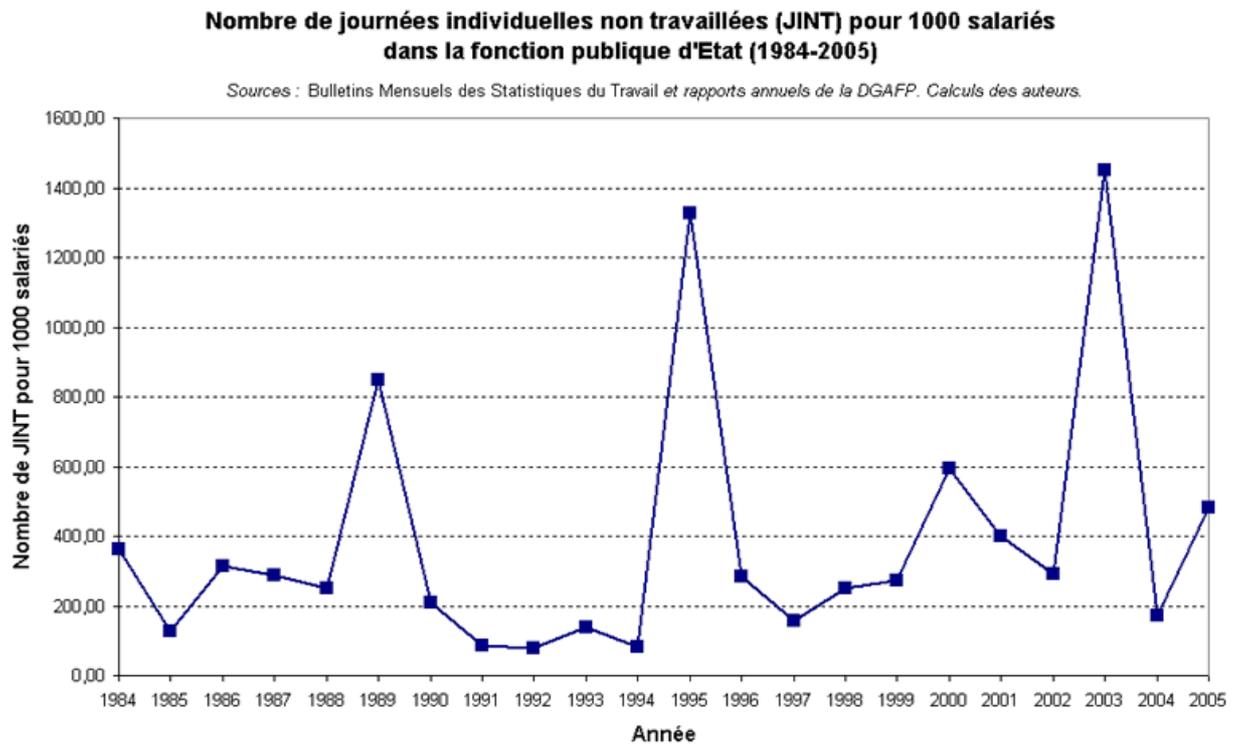


Source :

Des grèves partout, sauf dans les statistiques ?, 23/11/2007, <http://www.ecopublic.eu/2007/11/des-grves-partout-sauf-dans-les.html>

Graphique 3

>> Ce graphique se rapporte aux propos de la page 16 du mémoire.

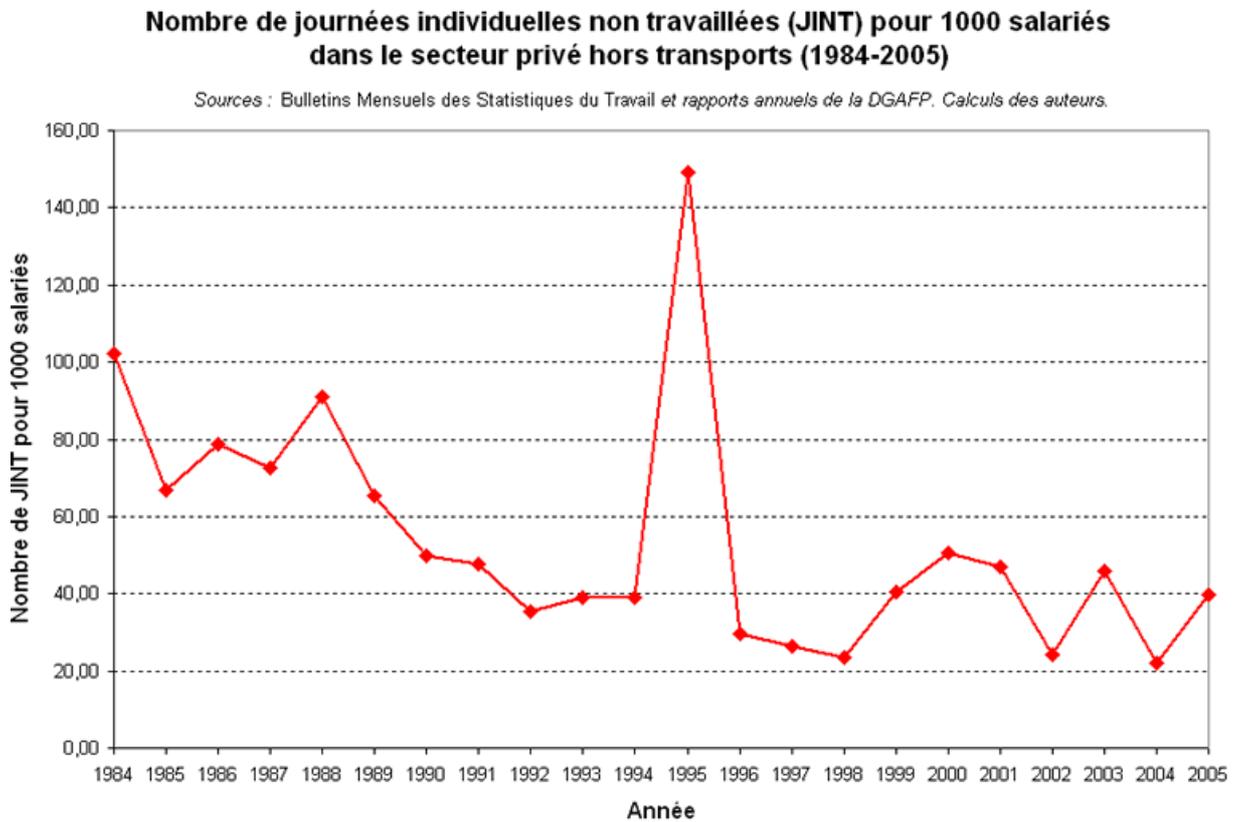


Source :

Des grèves partout, sauf dans les statistiques ?, 23/11/2007, <http://www.ecopublic.eu/2007/11/des-grves-partout-sauf-dans-les.html>

Graphique 4

>> Ce graphique se rapporte aux propos de la page 16 du mémoire.



Source :

Des grèves partout, sauf dans les statistiques ?, 23/11/2007, <http://www.ecopublic.eu/2007/11/des-grves-partout-sauf-dans-les.html>